

VertraulichNATIONALRAT
Wirtschaftskommission

3003 Bern, den 7. Mai 1990

HAUPTPROTOKOLLder Sitzung vom 24./25. April, 17.00-20.30 h und
8.00-11.45 h, in Bern, Parlamentsgebäude,
Zimmer 87TAGESORDNUNG

1. Orientierung über den Stand der Explorationsgespräche Schweiz-IWF/Weltbank
Information sur l'état des pourparlers exploratoires Suisse-FMI/Banque mondiale
(Teilprotokoll 1 - procès-verbal particulier 1)
2. 90.015 n Entwicklungszusammenarbeit.
Wirtschaftspolitische Massnahmen
90.015 n Coopération au développement. Mesures de politique économique
3. Orientierung über den Stand der GATT-Verhandlungen (Uruguay-Runde)
Information sur l'état des négociations au sein du GATT (Uruguay-Round)
(Teilprotokoll 2 - procès-verbal particulier 2)
4. Orientierung über das Ergebnis der vertieften EFTA-EG Explorations--gespräche: Ausblick
Information sur le résultat des pourparlers exploratoires approfondis AELE-CE: Perspectives
(Teilprotokoll 3 - procès-verbal particulier 3)
5. 89.241 Pa.Iv. Zbinden Hans. Schweizerische Aussenwirtschaftspolitik. Vermehrte parlamentarische Einbettung, Transparenz und öffentliche Abstützung
89.241 Iv.pa. Zbinden Hans. Politique économique extérieure. Participation du parlement, transparence et formation de l'opinion publique
(Teilprotokoll 3 - procès-verbal particulier 3)

6. Folgen einer Währungsunion zwischen der BRD und der DDR auf die schweizerische Wirtschaft, Währung, Zinsen usw.
Conséquences d'une union monétaire entre le RFA et le RDA sur l'économie suisse, la monnaie, les taux d'intérêt, etc.
(Teilprotokoll 3 - procès-verbal particulier 3)
7. Aktualitäten (fällt weg)
Actualités
8. 89.070 s Doppelbesteuerungsabkommen mit der BRD
89.070 é Double imposition. Convention avec la République fédérale d'Allemagne
(Teilprotokoll 4 - procès-verbal particulier 4)
9. Verschiedenes
Divers
(Teilprotokoll 3 - procès-verbal particulier 3)

TEILNEHMERPräsident: H. Oehler

Anwesende Mitglieder: Frau Aubry, HH. Biel, Bühler, Bürgi, Cavadini, Eggly, Frau Gardiol, HH. Maitre, Matthey, Reimann Maximilian, Schwab, Frau Uchtenhagen, Frau Ulrich Ursula, HH. Vollmer, Zbinden Hans

Weitere Teilnehmer:

Bundesrat Delamuraz, Vorsteher EVD
Botschafter Girard, Delegierter für Handelsverträge, BAWI/EVD
H. Jaggi, Chef Abteilung Entwicklungspolitische Fragen, BAWI/EVD
H. Jeker, Vizedirektor BAWI
Botschafter Corti, Stv. Direktor BAWI/EVD

Entschuldigt: HH. Breimi, Etique, Fischer-Sursee, Gysin, Mühlemann, Nussbaumer, Spälti

Sekretariat: H. MagninProtokoll: Fr. Stauffer (d), H. Kuonen (f)

90.015 Coopération au développement, mesures de politique économique.

M. Delamuraz, conseiller fédéral:

Le 21 février 1990, le Conseil fédéral a approuvé 4 messages dont l'un vous est soumis aujourd'hui. Chacun traite d'un domaine spécifique, mais ils sont reliés. Le premier concerne des mesures d'allégement de la Garantie aux risques à l'exportation (GRE). Il comporte un nouveau volet se rapportant au désendettement. Le deuxième concerne la conclusion d'accords relatifs à la consolidation de dettes (prolongation d'accords traditionnels). Le troisième concerne la continuation du financement de mesures de politique économique et commerciale, y compris des mesures de désendettement au titre de la coopération. Le quatrième se rapporte à la coopération technique et à l'aide humanitaire. Les deux premiers messages ont été attribués en priorité au Conseil des Etats. La commission du commerce extérieur les a adoptés. Toutefois, pour la GRE elle a modifié la formule que nous proposons en remplaçant la suppression du service de la dette sur les 900 millions inhérents aux risques monétaires par l'amortissement. Bien entendu, elle a maintenu l'article 2 qui permet, pour la première fois, une participation de la GRE aux opérations de désendettement. Le quatrième message sera soumis à la commission des affaires étrangères du Conseil des Etats à la mi-mai. Le troisième message qui vous est présenté aujourd'hui donne cependant un panorama complet des intentions du gouvernement en relation avec l'aide au développement, l'aide humanitaire et le désendettement. Nous espérons traiter tous ces objets à la session de juin, ce qui nous permettra de prendre des décisions simultanées et de respecter au niveau parlementaire la cohérence observée par l'exécutif dans la présentation de ces messages qui sont interdépendants. Ils sont la figuration d'une politique d'ensemble que le Conseil fédéral souhaite conduire de manière rationnelle.

Examinons la continuation du financement de mesures de politique économique et commerciale, y compris les mesures de désendettement, et l'accord sur le statut juridique de la société financière internationale. Ce dernier aspect ne présente pas un intérêt suffisant pour être développé dans ces lignes. En revanche, la poursuite des opérations de financement est essentielle. Dans le message, nous vous soumettons un quatrième crédit de programme de 840 millions. En 1986, nous en étions à 430 millions. L'augmentation est donc substantielle. Elle est justifiée principalement par deux éléments. Tout d'abord, les messages précédents portaient sur une durée de trois ans, alors que celui-ci correspond à quatre ans. Ensuite, le Conseil fédéral veut concrétiser sa volonté exprimée à de nombreuses reprises d'accroître progressivement le niveau de l'aide suisse au développement. Les différents instruments de la coopération suisse au développement se complètent et se renforcent mutuellement conformément aux objectifs définis dans la loi adoptée en 1976 sur la coopération au développement et l'aide humanitaire. Les mesures de politique économique et commerciale doivent nous permettre de soutenir directement ou indirectement les efforts de nos partenaires pour établir une croissance durable et renforcer leur base économique. Les propositions du gouvernement se fondent sur une

analyse de la situation et des besoins des pays en développement qui a été effectuée en étroite collaboration avec les autres départements. Les commissions consultatives du Conseil fédéral pour la coopération internationale au développement et l'aide humanitaire et pour la politique économique extérieure ont donné un préavis favorable à l'ensemble des mesures préconisées.

Ce troisième message entend reconduire des mesures aujourd'hui devenues traditionnelles et introduire de nouvelles possibilités de soutien. Les premières se réfèrent à des financements mixtes (public et privé) pour un montant de 290 millions, à l'aide à la balance de paiements pour 200 millions, à la compensation des pertes de recettes d'exportations pour 90 millions et à la promotion de l'industrialisation des investissements du commerce pour 60 millions. Les secondes se rapportent à l'octroi de garanties pour la GRE et aux mesures de désendettement pour un montant de 100 millions dans chacun des secteurs. Avec l'octroi de garanties à la GRE nous introduisons le moyen d'accorder des crédits aux pays pauvres et fortement endettés de manière à leur permettre de continuer à bénéficier de l'apport de capitaux privés. Cette possibilité n'existait pas auparavant. Elle correspond à des vœux émis dans le cadre de la consultation sur la GRE et par la commission des finances. Elle est aussi une réponse à la nouvelle politique de la GRE qui tend vers une couverture accrue de ses coûts. La GRE ne peut plus garantir les livraisons indispensables du point de vue de la politique au développement sans avoir l'assurance d'être indemnisée en cas de pertes.

D'autre part, nous avons mis sur pied des mesures de désendettement qui, comme pour l'octroi de la garantie à la GRE, seront dotées d'un montant de 100 millions de francs pour 4 ans. Nous avons calculé cette somme aussi près que possible de la future réalité, mais il est évident que l'évolution des conjonctures économiques internationales peut l'influencer à la hausse ou à la baisse. Que va nous permettre l'allocation de 100 millions pour engager des mesures de désendettement? Tout d'abord de renoncer à une partie des créances consolidées envers les pays en développement parmi les plus pauvres, en particulier ceux d'Afrique. Ensuite, de participer à des opérations multilatérales de rachats de dettes commerciales et de soutenir de manière sélectives des actions internationales tendant à permettre aux pays surendettés d'éliminer une partie de leurs arriérés à l'égard d'institutions multilatérales de financement. Les actions dans le domaine des créances consolidées sont liées aux mesures d'assainissement de la GRE. Le mécanisme de financement proposé dans le cadre de ce message permet de combiner l'objectif de désendettement avec celui d'assainissement. Ainsi, nous tenons compte des prises de position émises lors de la procédure de consultation sur la GRE. Les 100 millions prévus dans le cadre de cette nouvelle mesure permettront en réalité des réductions de dettes pour un montant de 400 à 600 millions de francs. Certes, par rapport au surendettement mondial, ce n'est pas beaucoup, mais proportionnellement à l'effort et à la place occupée par la Suisse dans celui-ci, ces avantages ne sont pas négligeables. L'ensemble des dispositions que nous souhaitons mettre sur pied placera notre pays en bonne position dans le concert des nations qui contribuent au désendettement.

Le Conseil fédéral est dans la ligne du rapport du groupe Languetin. En effet, dans le cadre de ce message, il prend même d'avance deux des recommandations. Ces propositions vont dans le sens de celles prévues par la pétition des oeuvres d'entraide se rapportant à l'endettement.

Un environnement international favorisant le maintien et le renforcement d'un système commercial ouvert, ainsi qu'une croissance non inflationniste qui stimule la formation de capitaux et une répartition plus équilibrée des flux financiers internationaux, constitue certainement des facteurs de réussite essentiels des efforts pour les pays en développement. Nous souhaitons donc que ces mesures atteignent leur plein effet. Dans le contexte d'un commerce mondial quelque peu chaotique la signification des mesures que nous vous proposons serait amoindrie. Dans cette optique la réussite de l'Uruguay-Round est un élément extrêmement important, car il est illusoire de croire que l'on puisse obtenir des résultats probants dans un domaine sans en avoir dans d'autres.

Cette année, la Suisse a le privilège de présider l'OCDE. Cette organisation peut jouer un rôle de coordinateur entre les pays industrialisés, notamment dans la perspective des négociations du GATT, dans les démarches internationales pour un meilleur commerce mondial, le désendettement, le développement et l'établissement d'un dialogue nord-sud de bonne qualité.

Je souhaite vivement que vous entriez en matière sur ce message. Nos compatriotes doivent reconnaître et comprendre l'importance de notre politique. Actuellement l'intégration européenne qui est la préoccupation prioritaire risque d'occulter nos responsabilités et nos intérêts dans le dialogue nord-sud. Le développement et le surendettement des pays d'autres continents demeurent tout de même les grands problèmes de la fin du XXe siècle. Nos actions en faveur de l'Europe de l'Est ne doivent pas être accomplies au détriment des pays en développement, mais en plus. J'espère surtout que les investisseurs privés comprennent cette attitude indispensable et qu'ils ne soient pas exclusivement attirés par les attraits des économies remodelées de l'Europe de l'Est. Cette tendance s'observe dans tous les Etats d'Europe occidentale. Elle provoque chez nos interlocuteurs des pays en développement une grande inquiétude, parfois même une panique qui me semble légitime lorsqu'on constate la place presque exclusive consacrée au débat strictement européen. La politique d'aide et de coopération mise sur pied graduellement par la Suisse avec les pays du Tiers monde doit être continue et cohérente. Les politiques inspirées par l'actualité sont autant d'argent galvaudé et de forces perdues. Evidemment, le cumul des opérations en faveur du Tiers monde et de l'Europe de l'Est sera lourd, d'autant que le processus est à envisager à long terme, mais je souhaite que l'addition intelligente de nos moyens publics et privés préservera le haut rendement de notre économie pour avoir les moyens de nos ambitions. L'économie suisse n'est pas une poule aux oeufs d'or. Il faut la mettre dans une situation lui permettant de se développer et de progresser.

Biel: Ich bin froh, dass wir hier wieder einmal wirkliche Probleme behandeln können; in den letzten Sessionen hatte ich gelegentlich den Eindruck, dass wir uns nur um uns selbst gedreht haben. Hier geht es um eine der Schicksalsfragen unseres Landes, nämlich die Stellung der Schweiz in der Welt. Nicht vergessen dürfen wir den Zusammenhang unserer Vorlage mit der Weiterführung der Technischen Zusammenarbeit und Finanzhilfe zugunsten der Entwicklungsländer, welche durch eine andere Kommission behandelt wird. Sehr vieles steht im Bericht des EVD; aber die Grundlagen dazu finden wir im anderen Bericht. Ich unterstütze Herrn Bundesrat Delamuraz in seinem Plädoyer; auch wenn die Zeitungen nur von Grossdeutschland voll sind: Die Beziehungen zu der Dritten Welt sind letztlich das viel grössere Problem als die europäische Frage.

Die Schweiz ist zur Zeit politisch in einer viel kritischeren Phase als wir glauben. Es geht uns zwar gut; wir haben soviel Zeit, dass wir im Parlament jeden Mist stundenlang behandeln können. Aber für grundsätzliche Diskussionen fehlt uns oft die Zeit. Hier wird sich entscheiden, wie die Geschichte weitergeht, und ich bin froh, dass diese Probleme nun in offener und kritischer Art auf den Tisch gelegt werden. Lesen Sie bitte auch den Bericht der aussenpolitischen Kommission. Ich unterstütze diese Vorlagen so wie sie sind.

Im Voraus zum Antrag Zbinden: Die Bundesbeschlüsse in Form von Rahmenkrediten sind nicht absolut verpflichtend. Wir engagieren uns, und wenn der Bundesrat merkt, dass die Engagements an der Grenze sind, kommt er wieder mit einem neuen Beschluss. Wichtig ist, dass wir unsere Aufgabe ausgeweitet haben auf die Dinge, die wir glauben, international mitzutragen. Für mich geht es nicht um 100 Millionen mehr oder weniger, sondern um das Schicksal unserer Welt.

Neu ist heute das Problem der Entschuldung. Ich kann nicht beurteilen, welche Beträge die richtigen sind; aber die Uebungsanlage ist richtig, die Flexibilität gegeben, um hier mitzumachen. Wir dürfen die Entschuldungsfrage nicht trennen von den GATT-Verhandlungen. Diese Verhandlungen sind natürlich lebenswichtig für den Fortbestand einer sinnvollen Entwicklungshilfe. Wir müssen auch bereit sein, in der wirtschaftlichen Zusammenarbeit mehr zu tun. Wie Sie sehen, deckt die ganze Entwicklungshilfe sämtlicher westlicher Länder, die erheblich ist, nicht einmal 4 % der Aussenverschuldung. Das alles ist ein Tropfen auf einen heissen Stein; entscheidend ist, dass wir unsere Märkte öffnen.

Wir kommen nicht darum herum, lieb gewordene Gewohnheiten abzulegen. Unsere Getreidepolitik letztes Jahr ist ein Skandal, Herr Bundesrat. Der Schaden, den wir damit der Dritten Welt bringen, steht in keinem Verhältnis zu dem, was wir durch den Aufkauf einiger Schulden bewirken. In unserem ureigensten Interesse kommen wir nicht um eine Oeffnung herum. Wir müssen bereit sein, den Weg, den wir richtig eingeschlagen haben, solidarisch zu Ende zu gehen. Den Anträgen des Bundesrates stimme ich zu.

In beiden Botschaften fehlt mir eines: der Hinweis, welche Folgen wir daraus ziehen müssen, dass überall Konflikte herrschen. Diese Konflikte stellen eine Erschwerung unserer Politik dar; das heisst doch, dass wir Schweizer unseren Beitrag zu leisten haben, damit diese Konflikte nicht noch angeheizt werden. Das bedeutet: Schluss mit Waffenexporten. In

beiden Berichten fehlt die Erwähnung der Wahnsinnsaufwendungen der Dritten Welt für Armee und Polizei. Wenn unsere Politik der Solidarität glaubwürdig sein soll, müssen wir auf dem Gebiet der Waffenexporte noch viel strenger werden. Es ist nicht einfach, hier eine klare Linie zu verfolgen; aber es wäre schön, Herr Bundesrat, wenn Sie von Ihrer Seite aus ein deutliches Wort dazu sprechen möchten. Ein einziges Mal habe ich ein deutliches Wort zu diesem Thema gehört: Als die Bührle-Affäre aufgefliegen ist, hat Herr Bundesrat Spühler sich klar dazu geäußert. Wir erwecken immer den Eindruck, auf beiden Schultern Wasser zu tragen. Sagen Sie doch bitte deutlich, warum wir Länder, die die Menschenrechte missachten, nicht unterstützen. Wir könnten damit auch in der Öffentlichkeit viel mehr Unterstützung erhalten.

M. Maitre:

Ce message est un acte de lucidité politique. Le contexte européen actuel a effectivement tendance à mobiliser les esprits sur certains objectifs précis, mais ponctuels. Il faut éviter que l'Europe ne soit victime d'un certain état d'âme et résister fortement à la tentation de l'euro-nombrilisme. C'est la raison pour laquelle il est capital qu'en Suisse s'instaure ou se poursuive le cadrage indispensable du dialogue nord-sud.

L'introduction de nouvelles mesures dans les domaines de la GRE et du désendettement sont bienvenues à côté des habituelles possibilités offertes. Les montants qui sont soumis à l'approbation des Chambres dépendent d'impondérables. Je souhaite donc disposer d'informations plus détaillées se rapportant aux critères ayant conduit à leur détermination.

M. Eggly:

Je partage l'avis selon lequel le peuple suisse doit soutenir activement cet effort en faveur du développement et ne pas oublier que le destin du monde se joue également à ce niveau, même si l'intégration européenne est prioritaire.

A la lecture des documents, la situation de l'Afrique m'a effrayé, ce qui ne modifie aucunement ma résolution de soutenir entièrement les mesures qui nous sont proposées. Cependant, comme ce continent semble aller de plus en plus mal (guerres civiles, destabilisations de régime, effondrement du marché des produits de base, corruption, délabrement des économies, etc.) on peut se demander s'il n'y a pas une contradiction entre le caractère un peu sophistiqué de certaines possibilités offertes et la nécessité de mesures urgentes. L'Afrique peut-elle absorber ces divers volets d'aide? N'est-elle pas dans un état de déliquescence qui l'empêcherait de bénéficier des moyens que nous lui offrons?

Uchtenhagen: Herr Biel hat sehr eindrücklich gesagt, was für viele von uns gilt. Wir sind sehr eurozentrisch geworden; wenn es uns aber nicht gelingt, eine gerechtere Weltwirtschaftsordnung aufzubauen, kann diese Welt nie friedlich werden. Ich bin sehr dankbar, dass der Bundesrat die Mittel aufgestockt und auch neue Möglichkeiten gefunden hat. Schade, dass die Materie auf vier Botschaften verteilt ist; so ist es etwas schwierig, sich zurecht zu finden. Vielleicht müsste man in Zukunft alles in eine Botschaft fassen, auch wenn verschiedene Kommissionen mit der Bearbeitung betraut werden.

Seit Jahren befasse ich mich mit Entwicklungsproblemen, insbesondere mit Rwanda. In Afrika geht es tatsächlich sehr schlecht. Da zeigen sich zum Teil die Kehrseiten unserer Politik. Seit 1980 haben wir einen Konjunkturaufschwung erlebt, der hauptsächlich auf dem Zerfall der Rohstoffpreise und des Erdölpreises basiert. Uns geht es meistens zunächst gut, und die anderen müssen die Rechnung bezahlen.

Ich bin sonst immer eine Bauernvertreterin; aber hier müssen wir die Zusammenhänge sehen. Wir lassen die Produkte nicht hinein. Aber die Entwicklungsländer können nichts anderes anbieten. Sie haben noch keine Industrien. Die terms of trade haben sich in den 80er Jahren um 30 Prozent zulasten Afrikas verschlechtert. Dazu kamen die höheren Zinsen, die Verschuldung, die Folgen der Verschuldung. Automatisch ist in vielen Ländern die Schuld gewachsen, allein wegen der höheren Zinsen. Zur Vermeidung noch grösserer Verschuldung mussten Importe abgebaut werden, was wieder die Aussicht auf neue Entwicklungsmöglichkeiten versperrt. Ich bin etwas entmutigt, weil ich finde, wir sollten noch ganzheitlicher vorgehen, und nicht immer mit der einen Hand etwas geben und mit der anderen mehr zurückbekommen. Heute fliesst ja der Nettokapitalfluss gegen Europa und nicht etwa in Richtung Entwicklungsländer. Wir verdienen überall an dieser Welt, auch wenn es ihr schlecht geht.

Gerne würde ich die Meinung der Experten über Afrika hören. Wir Sozialdemokraten waren ja gegenüber der BAWI-Hilfe immer sehr kritisch; aber man hat überall dazu gelernt. Auch die Mischkredite, z.T. sogar die Wirtschaftshilfen von der Weltbank und vom Währungsfonds berücksichtigen heute etwas mehr diese interstrukturellen Verflechtungen.

Kürzlich habe ich zwei Berichte gelesen, aus Madagaskar und aus Rwanda. Diese Leute wollen lieber weniger Entwicklungshilfe, dafür ihre Würde bewahren. Die Strukturanpassungsforderungen werden oft sehr hart formuliert, und vor allem werden die Betroffenen nicht einbezogen in die Gespräche. Während Jahren hat man - ohne Berücksichtigung der Machtverhältnisse - solche Strukturanpassungen zu rasch durchgeführt, mit dem Resultat, dass nicht beim Militär gespart wurde, sondern bei der Subvention fürs Brot. Dies hat zu grossen Hungersnöten geführt, und man kann nicht erwarten, dass die Leute begeistert sind von solchen Strukturanpassungen. Man muss eben auch die politischen Machtverhältnisse in diesen Ländern berücksichtigen.

Ich finde es sehr gut, dass man 100 Millionen Franken für die Entschuldung aufbringen und zum Ausgleich der Exporterlösausfälle etwas tun will; etwas vom Wichtigsten aber wären endlich gerechtere Preise für Rohstoffe und Ausführprodukte aus der Dritten Welt. Wir sind ja

schizophren: Wir importieren zu billigsten Preisen. Wenn die Preise sinken, arbeiten die Leute in vielen Ländern noch mehr, um auf ein Existenzminimum zu kommen. Aber je mehr sie auf den Markt werfen, desto mehr sinken die Preise. Dieser Zirkel der Armut hat natürlich wieder Folgen, für die Korruption, für die Ehrlichkeit usw.. Wenn Sie am verhungern sind, pfeifen Sie zuletzt auf die Moral. Wir müssen lernen, eine kohärentere Politik zu verfolgen.

Folgenden Satz zur Exportrisikogarantie verstehe ich nicht (S. 5 oben): "Die Selbstbehaltsanteile der Exporteure werden zu diskontierten Marktwerten mit Mitteln aus dieser Entschuldungsfazilität zurückgekauft." Heisst das, dass hier der Grundsatz der Unteilbarkeit zwischen staatlichen und privaten Exporten bei der ERG nicht mehr spielen soll? Handelt es sich um eine indirekte Subventionierung Privater, oder tragen diese ebenfalls obligatorisch einen Teil zur Entschuldung bei?

Noch ein Wunsch, Herr Bundesrat: Wir haben Hunderte von Millionen Franken in die ERG hineingesteckt. Laufend müssen wir die Defizite decken, neuerdings über Entschuldungsmassnahmen. Die ERG-Kommission ist ein kleiner, geschlossener Kreis, eine Art Selbstbedienungsladen. Es gibt krasse Beispiele, wo etwas falsch gelaufen ist, z.T. nicht wegen der Kommission, sondern wegen der Bundesräte. Da wurden Exportrisiken gedeckt, bei denen man zum vorneherein wusste, dass es sich letztlich um eine Subvention handelt. Das ist eine Strukturhaltung am falschen Ort. Wir müssten die ERG-Kommission transparenter machen; es sollten Entwicklungsfachleute und Oekologiefachleute in dieser Kommission beigezogen werden. Wir haben im Gesetz vorgeschrieben, dass die Entwicklungspolitik bei den Entscheiden zur ERG berücksichtigt wird. Gerade nach Afrika geben wir immer wieder Sachen, die so enorme Folgekosten haben, dass sie kein Geschenk mehr sind. Grosstechnologische Projekte sind oft eine Ueberforderung und zu teuer im Betrieb. Versuchen Sie doch, diese ERG-Kommission zu erweitern.

Zbinden: Zunächst möchte ich ausführen, worum es mir mit meinem Antrag *(s. Anhang)* geht. Herr Eggly hat erwähnt, dass einzelne Massnahmen, wie z.B. die Mischkredite, in Afrika wegen all der Konfliktherde gar nicht absorbiert werden können. Im Entschuldungsbereich können Sie das nicht behaupten. Unabhängig von diesen Konflikten können wir hier in unserem Lande Massnahmen ergreifen, die der Bevölkerung dieser Länder zugute kommen.

Als eines der wohlhabendsten Industrieländer sollten wir versuchen, bei den Aufwendungen für Entwicklungszusammenarbeit endlich das Minimum zu erreichen, das von der OECD und von der UNO angegeben wird, nämlich 0.35 Prozent des Bruttosozialproduktes. Auch der Bundesrat sagt in seinen Richtlinien, dass dieser Level in der laufenden Legislaturperiode erreicht werden müsste.

Auch von innen her, vor allem von Seiten der Hilfswerke, wird Druck gemacht, dass man auf das Jubiläumsjahr 1991 eine besondere Entschuldungsaktion vorbereitet. Die Idee ist, einen Entschuldungsfonds von 700 Millionen Franken zu gründen. Massgeschneidert könnten aus diesem Fonds für einzelne Projekte in einzelnen Ländern Entschuldungsangebote gemacht werden. Ich bin der Meinung, dass man schon jetzt damit beginnen sollte. Ich bin nicht

überzeugt davon, dass der Bundesrat auf diese Petition reagieren wird. Aber von innen her gibt es klare Anzeichen, dass sich die Schweiz im Entschuldungsbereich systematischer engagieren muss. Uns fehlt nach wie vor ein Entschuldungskonzept. Vor zwei Jahren habe ich den Bundesrat aufgefordert, er solle einmal die ganze Schuldenproblematik darlegen und ein Konzept vorschlagen. Ich kann auch anknüpfen an den Bereich Protektionsismus, und daran, dass wir nicht wissen, wie weit multinationale Gesellschaften ihre Gewinne rücktransferieren. An vielen Fronten müsste man einmal ansetzen, um die Entschuldungsproblematik auszuleuchten. Von daher plädiere ich dafür, dass man die 100 Millionen, die nun erstmals für Entschuldung eingesetzt werden, verdoppelt. d

Man könnte auch Gewichtungen vornehmen. Sie schlagen drei Anwendungsbereiche vor: Den Aufkauf von kommerziellen Schuldtiteln zu diskontierten Preisen, den Erlass von Forderungen gegenüber den Entwicklungsländern und die Ausrichtung von Beiträgen an hochverschuldete Entwicklungsländer, damit sie ihren Forderungen gegenüber der Weltbank und dem IWF nachkommen können. Hier gibt es durchaus sinnvolle Möglichkeiten, auch 200 Millionen Franken einzusetzen.

Allgemein scheint in diesen Massnahmen eine Tendenz auf, die man global erkennen kann: Im Bereich der Risiken gibt es eine stille Sozialisierung. Risiken, die ursprünglich von privaten, kommerziellen Geschäftsbanken zu tragen gewesen wären, gleiten in die öffentliche Hand über.

Nach wie vor gehen wir ja davon aus, dass eine Opfersymmetrie bestehen soll zwischen den öffentlichen und den kommerziellen Gläubigern. Und was sehen wir in dieser Botschaft? Im Bereich Mischkredite z.B. geht man dazu über, den Anteil des Bundes zu erhöhen. Bei der ERG sind wir bereit, alte Bundesanteile in Geschenke umzuwandeln. Der Staat macht diese Geschenke; weshalb nicht auch die Exportindustrie? Den Rückkauf von riskanten kommerziellen Schuldtiteln finde ich an sich sinnvoll. Aber was machen die Geschäftsbanken in diesem Bereich? Ich hätte gerne ein Kommissionspostulat beantragt, dass die Geschäftsbanken im gleichen Umfang Entschuldungsleistungen erbringen müssten wie jetzt der Bund.

Frage an den Bundesrat: Die schweizerische Bankenkommission erlässt von Zeit zu Zeit Empfehlungen an die international tätigen Geschäftsbanken. Dort gibt sie den Banken die Möglichkeit, in diesen riskanten Schuldenbereichen 30 Prozent der Kreditsumme zurückzustellen, oder auch die Möglichkeit, hier Abschreibungen zu machen. Das heisst, dass es fiskalische Ausfälle gibt, die wieder von der öffentlichen Hand getragen werden müssen. Ich möchte wissen, wie gross diese fiskalischen Ausfälle sind.

Es scheint, dass das Solidaritätsprinzip zwischen Staat und Privatwirtschaft nicht mehr spielt. Die Tendenz nimmt zu, den Staat im Risikobereich handeln zu lassen, während sich die kommerziellen Gläubiger immer mehr aus dieser Verantwortung heraus halten.

M. Cavadini:

L'effort envisagé par le Conseil fédéral nous satisfait pleinement. Comme à la session de mars nous avons voté un crédit de 250 millions en faveur des pays d'Europe de l'Est, ces messages sont publiés au moment opportun pour démontrer notre volonté de maintenir cette ouverture internationale.

Evidemment, nous pourrions toujours consacrer plus de crédits, mais l'exécutif a dû fixer des limites. Même s'il avait présenté une demande de crédit d'un milliard, il est probable que des propositions d'augmentation se seraient encore manifestées. L'accroissement des crédits de près de 400 millions par rapport au précédent démontre suffisamment bien la volonté marquée du Conseil fédéral d'accomplir un effort particulier dans ce domaine.

Je souhaite disposer de quelques éléments supplémentaires qui me permettraient de mieux comprendre l'ensemble du problème. Premièrement pourrions-nous disposer d'un schéma nous résumant les différentes propositions contenues dans les autres messages mentionnés par M. Delamuraz? A côté des montants alloués aux différentes mesures d'intervention, il serait intéressant d'avoir une prévision sur les effets multiplicateurs.

Deuxièmement, je désire obtenir des informations sur les éléments ayant conduit le Conseil fédéral à déterminer les montants qu'il nous présente. Quels sont les critères ayant permis l'évaluation des nécessités?

Troisièmement, comment les propositions qui nous sont présentées seront-elles mises en application? Le choix des destinataires de l'aide est-il accompli par la Suisse ou bien effectue-t-on une information auprès des pays intéressés qui remettraient leurs requêtes pour examen?

Bühler: Der Bundesrat ist mit seinen Anträgen auf dem richtigen Weg; auch die neuen Wege, die aufgezeichnet werden, verdienen unsere Unterstützung. Ob alle diese Massnahmen nicht nur eine vorübergehende Besserung bringen, bleibt offen. Zu einer langfristigen Lösung all dieser Probleme braucht es flankierende Massnahmen. Die Führung in diesen Staaten muss bereit sein, ernsthafte wirtschaftliche Reformen durchzuführen. Auch die demographische Entwicklung in diesen Ländern bleibt ein Riesenproblem. Langfristig muss das Ziel erreicht werden, dass mehr Mittel in Richtung Entwicklungsländer fliessen statt umgekehrt.

Zu den Voten Biel und Uchtenhagen: Unsere Landwirtschaft könnte es verkraften, wenn den Entwicklungsländern kostendeckende Preise bezahlt würden. Das Problem für die Schweizer Bauern sind nicht die Entwicklungsländer; das grosse Problem für uns wären die offenen Grenzen gegenüber den Industriestaaten, die mit staatlich subventionierten Produkten an unsere Grenze treten.

Weltweit besteht aber nach wie vor eine Unterversorgung mit Nahrungsmitteln. Eine kleine Missernte in einem traditionellen Getreideland würde uns grösste Probleme mit der Versorgung bringen; die Hungersnöte sind nicht nur ein Verteilungsproblem. Wichtig wäre es, wenn die Produktion für die regionale Versorgung gefördert würde statt der Produktion für den Export.

Mme Gardiol:

Je suis extrêmement satisfaite de la présentation de ce message et des mesures traditionnelles et nouvelles qui sont soumises à notre acceptation. J'apprécie l'accroissement des efforts accomplis en faveur de ces problèmes vitaux. Je soutiens donc toutes les propositions présentées, même si pour certaines je regrette quelque peu la modestie des sommes qui y sont consacrées.

Nous avons réservé 90 millions pour tenter de corriger la dégradation des termes de l'échange. Ce montant n'est qu'une goutte par rapport aux sommes très importantes que notre économie retire des Etats bénéficiaires de nos mesures d'aide. Pour calculer la compensation dont nous sommes redevables, nous avons rallié le système mis au point par la Communauté européenne dans le Groupe STABEX. J'ai bien lu que pour diverses raisons s'opposant à une coopération plus étroite, nous ne pouvons pas nous en rapprocher davantage, mais ne devrions-nous pas accomplir un effort particulier pour les éliminer afin d'additionner nos forces nous permettant d'établir des corrections plus fondamentales? Il vaut mieux améliorer les termes de l'échange plutôt que de compenser les déséquilibres ultérieurement. Quelles sont les intentions du Conseil fédéral dans ce domaine?

Schwab: Auch ich bin einverstanden mit den Vorschlägen des Bundesrates und danke für das Vorgehen. Zu Frau Gardiol und Herrn Biel: Tatsächlich sollte die Weltwirtschafts-Unordnung in Ordnung gebracht werden. Wir erwarten, dass die GATT-Verhandlungen in dieser Richtung etwas erreichen. Die Unordnung wird nämlich nicht von unserem Lande beeinflusst; es sind die grossen Industriestaaten mit ihren Verbilligungsaktionen, welche ein Mehrfaches von ihrem eigenen Versorgungsgrad produzieren. Wenn alle diese Länder ihre Produktion zurückbilden würden, könnten wir Schweizer Bauern damit leben.

Wir verurteilen auch die Importe von 10'000 Eisenbahnschwellen aus den Regenwäldern, die die Schweiz letztes Jahr getätigt hat. Auch diese Schwellen sind unterpreisig eingekauft worden. Zudem haben wir mitgeholfen, eine Sünde zu begehen, die während Generationen nicht mehr gut zu machen ist.

Es ist nicht richtig, nur die Landwirtschaft als Sündenbock hinzustellen. Man sollte die Spiesse gleich lang machen: Wir könnten auch sagen, dass wir die Grenze öffnen müssen für die Arbeitnehmer, damit die armen Leute, die keine Arbeit haben, bei uns einen rechten Lohn bekommen können. Wir Bauern könnten damit leben, wenn wir Arbeitskräfte bekämen, die unsere Betriebe zu günstigen Löhnen bearbeiten würden.

M. Delamuraz, conseiller fédéral:

Le phénomène de la croissance démographique auquel sont confrontés les pays en développement est constamment ignoré par les pays industrialisés. Si nous examinons la population des pays les plus pauvres, on relève qu'elle représente aujourd'hui environ 400 millions d'habitants (pays en développement 3,8 milliards), alors que l'OCDE en dénombre 850 millions. En l'an 2000, on comptera 600 millions d'habitants dans les pays les plus pauvres et 900 millions dans ceux de l'OCDE. L'écart aura donc considérablement diminué en l'espace de quelques années. En l'an 2025, le rapport se sera inversé, car on comptera un milliard d'habitants dans les pays les plus pauvres et 960 millions dans les Etats de l'OCDE tels qu'ils sont définis aujourd'hui. C'est une des raisons pour lesquelles l'économie et la politique des nations les plus pauvres sont difficiles à restaurer.

M. Biel a insisté sur la nécessité de disposer de crédits-cadres offrant une certaine souplesse permettant de s'adapter à des circonstances variant parfois en peu de temps. J'apprécie ce point de vue, mais je souhaite que le plenum surtout le partage au moment de l'octroi de crédits de dépenses. En effet, il arrive qu'il effectue des coupes sombres ou réduise sensiblement une enveloppe prévue par un crédit-cadre.

La relation entre le respect des droits de l'homme et l'octroi de la coopération au développement est une de nos préoccupations. Nous n'imaginons pas qu'une politique cohérente d'aide au développement s'articule, pendant une longue période, dans des milieux socio-politiques qui sacrifient les droits de l'homme. Toutefois, nous ne pouvons pas subordonner notre soutien, notamment dans les pays africains, à un respect des droits de l'homme au sens où nous l'entendons. Si nos appliquions ce postulat, certaines aides n'entreraient plus en considération. Alors, notre oubli et notre rigueur ne contribueraient certainement pas à la future conquête des droits de l'homme dans les pays concernés. Toutefois, il n'est pas question de donner n'importe quoi et dans n'importe quelles conditions. Lorsqu'il s'agit d'octroyer notre aide à des Etats à l'évidence non démocratique et à des dictatures qui peuvent être sanguinaires, nous nous assurons au moins que les moyens engagés parviennent à atteindre leurs buts. Cette politique réaliste doit être poursuivie. L'euro-obsession aura peut-être un effet positif dans la mesure où quelques observateurs africains encore peu ouverts à la démocratie se demanderont pourquoi l'Occident est en train de leur soustraire une partie de ce qui leur avait été promis au profit des pays de l'Est. Ils parviendront probablement à la conclusion que la démocratisation est un facteur déterminant. Certes, l'image est un peu naïve, mais à la longue l'effet peut être bénéfique. Les conflits militaires se superposent souvent à la transgression des droits de l'homme. Ils sont aussi le résultat de la pauvreté, de l'instabilité et, parfois, de la mégalomanie des dirigeants. La déstabilisation politique et les conflits qui en découlent sont également la conséquence directe d'un état économique complètement défaillant. Nous devons donc contribuer à améliorer, dans la mesure du possible, ce dernier pour qu'il cesse d'engendrer des situations conflictuelles. Bien entendu, il serait contradictoire qu'un pays qui mène une politique lucide d'aide opportune pratique également une politique éhontée d'exportation d'armes. C'est la raison pour laquelle votre appel à une application rigoureuse de notre politique d'exportation d'armes est justifié. Le Conseil fédéral agit exactement dans ce sens.

Le délabrement de l'organisation politique, sociale et économique d'un certain nombre de pays africains est évident. On a le sentiment que

les maléfices se sont répandus sur ce continent, surtout lorsqu'on voit l'Asie qui émerge avec la transformation de la situation politico-économique du sud-est, du Pacifique et de la zone de l'océan Indien, ainsi que l'évolution dans l'hémisphère austral. Dans de telles circonstances, le respect des conditions énoncées est-il réellement possible? Ne sommes-nous pas en train de voter des crédits théoriques? Les aides que nous devons apporter à l'Afrique sont essentiellement publiques. Nous devons passer par le canal des gouvernements ou de ce qui en tient lieu. Les risques de pertes dues à l'inaptitude des gouvernements concernés et à leurs côtés scélérats existent, mais nous devons poursuivre en privilégiant l'aide publique, car aucune autre ne peut atteindre son degré d'efficacité. Nous devons faire pression en collaboration avec d'autres Etats ou organisations internationales (Banque mondiale, Banque africaine de développement, etc.), plutôt qu'agir de manière bilatérale. Le sauvetage de ces économies chancelantes est le seul espoir de rétablir une situation normale. Bien entendu, les opérations bilatérales habituelles sont poursuivies (aides à la balance des paiements pour les biens essentiels, compensation des pertes de recettes d'exportation sur les produits de base, désendettement). N'oublions

pas également les opérations menées par le DFAE au titre de la micro-économie.

J'admets comme M. Bühler, si nous continuons à soutenir à long terme des économies résistantes à toutes restructurations et à tous changements, que nous perdrons notre temps. Une telle pratique ne serait effectivement pas admissible. Certes, nous devons être patients, mais il faut pouvoir exiger à moyen terme quelques signaux d'amélioration. Si l'Uruguay-Roud et une série de discussions multilatérales aboutissent, la situation s'améliorera d'ici la fin de ce siècle, dans les pays d'Afrique notamment.

Effectivement, la Suisse doit s'ouvrir aux importations en provenance des pays pauvres. Je rappelle à cet égard que nous sommes entrés en matière dans les négociations du GATT concernant le volet agricole. Nous avons même conclu des accords dans le domaine des produits tropicaux. La Suisse est un Etat agro-importateur à plus de 45%, c'est-à-dire un des plus gros du monde avec Hong-Kong. Les véritables fauteurs de troubles dans ce secteur sont les agro-exportateurs subventionnant leurs exportations qui tire le pain de la bouche des pauvres, c'est-à-dire la Communauté européenne et les Etats-Unis d'Amérique. Ils perturbent les marchés internationaux et étouffent les productions des pays en développement.

Le Conseil fédéral n'est pas systématiquement opposé à l'élargissement de la commission de la GRE. Toutefois, sa composition actuelle a l'avantage de ne grouper que des personnes directement intéressées et coresponsables dans les opérations d'exportations ou d'investissements à l'étranger. L'élargissement de la commission à des gens moins directement impliqués par les différentes affaires risque de dénaturer son fonctionnement et, surtout, d'entraîner une inflation des demandes de représentation au sein de la commission émanant de tous les milieux. Néanmoins, l'exécutif est disposé à réexaminer cette question. N'oublions tout de même pas que la véritable responsabilité n'est pas de la compétence de la commission, mais du Conseil fédéral qui traite les cas les plus importants et les plus significatifs.

M. Zbinden suggère d'augmenter le crédit de 100 millions. Par rapport au message de 86 nous proposons déjà un accroissement d'environ 93%. La DDA agit de même dans le cadre de sa requête puisque l'augmentation se situe à 57%. L'effort consenti est donc déjà considérable. Est-ce

nécessaire d'ajouter 100 millions? Ce pas supplémentaire risque de nous faire perdre de vue l'objectif prioritaire qui est de venir en aide aux plus pauvres. Compte tenu des conditions précitées, je ne crois pas que nous pourrions utiliser 100 millions de plus au profit des clients habituels sur une période de quatre années. Il faudrait donc élargir le cadre de notre aide à des Etats comme la Côte d'Ivoire, l'Egypte, le Cameroun, le Nigeria, ce qui nous conduirait à "faire du luxe".

Nous partageons les préoccupations des signataires de la pétition "Le désendettement une question de survie" et nous souscrivons à leurs propos qui correspondent à nos souhaits.

D'autre part, M. Zbinden reproche le fait que nous assistons à une socialisation des risques, alors qu'il propose précisément 100 millions supplémentaires. Or, ce n'est pas seulement la Confédération qui en bénéficierait pour éponger les dettes, mais également des institutions privées comme les banques, les industries exportatrices ou d'investissements dans les pays en développement. Lors de la discussion sur les problèmes de la GRE, vous constaterez que la Suisse, même après l'opération d'assainissement suggérée par le gouvernement, demeure très modeste par rapport à tous ses concurrents qui offrent beaucoup plus d'avantages à leurs industries d'exportations. La plupart des autres Etats continuent par exemple à assumer le risque monétaire. La part de socialisation dénoncée par M. Zbinden est dans notre pays très sensiblement moindre que chez nos concurrents étrangers.

M. Girard:

La détermination des montants consacrés aux différents secteurs du prochain crédit de programme est fondée principalement sur nos expériences accomplies aux cours des trois dernières années. Dans le crédit de programme de 86, nous avons par exemple prévu des valeurs indicatives pour les crédits mixtes de 240 millions de francs. Nous n'en utiliserons que 190. Pour les aides à la balance de paiements, nous avons programmé 120 millions et nous en engagerons 160. S'agissant des compensations de pertes de recettes d'exportations, nous avons inscrit un montant de 50 millions. Compte tenu de l'introduction du nouvel instrument et de l'évolution sur les marchés des produits de base, un montant de 90 millions pour la prochaine période nous semblerait réaliste. Les pays d'Afrique sont de moins en moins candidats à des opérations de crédits mixtes, étant donné la détérioration de leur situation économique. Des problèmes aigus d'endettement doivent être débloqués de façon à permettre un nouveau flux de ressources additionnelles.

Nous ne pouvons pas nous engager dans de nombreuses opérations, compte tenu de nos effectifs et des capacités dont nous disposons. Par conséquent, pour respecter le principe d'engagement efficace de ces ressources, nous devons prendre en considération un nombre limité de bénéficiaires. Dans certains cas, nos efforts ont un effet de synergie avec ceux accomplis sur place par la coopération au développement et l'aide humanitaire, notamment à Madagascar. Dans d'autres, nos actions complètent celles menées par la DDA. Dans les actions de désendettement, nous devons encore tenir compte du fait qu'elles ne peuvent être efficaces que si elles mobilisent d'autres pays et font l'objet d'une collaboration multilatérale.

S'agissant du montant global, il convient de ne pas oublier les moyens engagés au titre du message du DFAE, nos engagements dans le cadre

des banques régionales de développement et le crédit géré par le Fonds monétaire au titre de la facilité d'ajustement structurel élargi.

Les 290 millions de contribution gouvernementale suisse au titre des crédits mixtes permettront probablement de mobiliser environ 400 millions de francs supplémentaires d'origine privée.

S'agissant des autres modalités d'affectation des fonds pour la prochaine tranche du crédit de programme, je vous renvoie au chiffre 228 du message. Nous avons tenté de maintenir une certaine flexibilité dans les différents volets sur la base de nos expériences.

Initialement, nous avons envisagé une association complète avec la Communauté pour l'instrument de compensation des pertes de recettes d'exportations des pays en développement. Deux obstacles ont surgi. Premièrement, nous demandions naturellement un droit de participation aux décisions et de siéger dans les organes communautaires. La Communauté n'a pas jugé opportun d'entrer en matière sur ce point. Deuxièmement, nous posions des exigences concernant les bénéficiaires beaucoup plus strictes que celles de la CEE, ce qui correspond aux vœux émis par le Parlement et les organisations intéressées. Par exemple, nous ne concevrions pas un simple transfert budgétaire des montants octroyés aux pays bénéficiaires. Je souligne cependant que nous avons une excellente collaboration avec la Communauté qui nous offre notamment une aide technique nous permettant de calculer les pertes de recettes d'exportations des pays entrant dans la catégorie des bénéficiaires vis-à-vis de la Suisse. Nous sommes en contact régulier pour les échanges d'expériences et nous avons même recours à ses conseils pour les pays où elle est très engagée.

L'amélioration des termes de l'échange passe par l'ouverture des marchés aux produits des pays en développement, de manière à permettre à la demande supplémentaire qui s'exercerait d'influencer les prix. Par l'intermédiaire de nos divers programmes, nous aidons ces pays à mettre en valeur leurs produits de base et à y ajouter une plus-value avant l'exportation. Nous essayons aussi de leur apporter un soutien à la diversification de leur économie et au développement de leur secteur manufacturier et industriel. A long terme, cela permettra le rétablissement des termes de l'échange. La détérioration de ces derniers et l'évolution défavorable du prix des produits de base (café et cacao notamment), provient pour une part non négligeable aussi de la politique suivie par les pays producteurs. Sur le marché du café en particulier, l'effondrement de la bourse a pour origine le Brésil qui n'a pas voulu ajuster sa part d'exportateur en fonction des besoins.

Jeker: In der Vorlage ist die ERG in zwei Aspekten angesprochen, nämlich bei der Ausfallgarantie im Falle der Mischkredite und bei der Entschuldungsaktion. Dies sind zwei entwicklungspolitische Aktionen; Entscheidungsorgan ist hier nicht die ERG-Kommission, sondern der Bund.

Zu Frau Uchtenhagen: Sicher wäre es übersichtlicher gewesen, das ganze Paket in eine Botschaft zu packen. Die Situation ist folgende: Ausgelöst wird die Aktion Entschuldung aus dem Entwicklungshilfekredit. Die 100 Millionen, die zur Verfügung stehen, sind für die Rückkäufe der Exporteuranteile. Die ERG-Guthaben werden über die ERG-Vorlage verrechnet. Der Rückkauf dieser ERG-Anteile, der Exporteure-Anteile, erfolgt zum Marktwert. Dies beantwortet auch die Frage von Herrn Zbinden zur Sozialisierung: Ich erinnere daran, dass wir in einem normalen Rahmen, im Pariser Club, bereits Aktionen zu konzessionellen Bedingungen gemacht haben. Die Motivation hier ist die Schadensminderung. Wir haben Konzessionen gemacht, damit gewisse Forderungen noch beglichen werden. In diesem Falle ist gar keine Abgeltung vorgesehen. Hier tragen der Exporteur und die ERG den vollen Einschlag, den wir gewähren, weil das im multilateralen Rahmen gemacht wird.

Hier haben wir aber eine Situation, wo aus übergeordneten Motiven, den entwicklungspolitischen Anliegen, ein Entscheid des Bundes autonom gefällt wird, der aus dem Rahmen des Pariser Clubes fällt; er verletzt damit auch die Gleichstellung der Gläubigerinteressen, so dass man nicht mehr für dieser Forderung negoziieren kann. Entsprechend ist die Idee dieser Abgeltung notwendig. Die Aufteilung Rückkauf Exporteur-Anteil und ERG auf verschiedene Vorlagen bedeutet, dass mit den recht bescheidenen Mitteln der Entwicklungszusammenarbeit ein relativ hoher Effekt erzielt werden kann.

Biel zu Herrn Schwab: Wenn er einem vielgeplagten Personalchef Arbeitskräfte verschaffen will, danke ich ihm. Ich bitte nur Herrn Delamuraz um die Bewilligungen. - Zu Herrn Bühler: Er bietet mir Nahrungsmittel, die nicht mit Exportsubsidien verbilligt worden sind. Auch hier bitte ich Herrn Delamuraz um die Bewilligung, damit ich Fleisch erster Klasse aus Zentralamerika einführen kann, nicht aus der EG.

Zu Herrn Zbinden: Sie sagen, Entschuldung sei keine Kapazitätsfrage. Wie Sie gehört haben, können wir Entschuldung nicht allein machen; das gibt schon ein Problem. Zweitens machen wir natürlich Entschuldung nicht ohne Bedingungen. Wir können nicht jenen Ländern unter die Arme greifen, die fortfahren, ihre Umwelt in katastrophalem Umfang zu zerstören. Brasilien z.B. lässt sich nicht im geringsten dreinreden. - Wir haben Bedingungen zu stellen, Auflagen zu machen; so können möglicherweise schon 100 Millionen sehr viel anspruchsvoller sein, als wir glauben. Es sollen nicht einfach am grünen Tisch Geschenke verteilt werden.

Zu Bundesrat Delamuraz: Die 40 Prozent Nahrungsmittelleinfuhr in der Schweiz sind natürlich ein Wunschtraum. Das war einmal. Wir haben das GATT-Statut zugestanden erhalten mit 55 Prozent Bruttoselbstversorgungsgrad; heute sind wir auf ca. 70 Prozent. Alle unsere Einfuhren sind Produkte, die wir in der Schweiz nicht erzeugen

können. Aber bei den Produkten, die wir in der Schweiz erzeugen können, haben wir praktisch keinen Spielraum mehr.

Zur Subventionierung von Exporten: Ich bitte Sie, die neueste Milchrechnung zur Hand zu nehmen. Da sind sicher 400 Millionen Exportsubvention für den Käse vorgesehen. Ich bitte daher um mehr Zurückhaltung; auch wir sündigen. Wir sollten uns nicht auf die Brust klopfen und mit Zahlen operieren, die schon lange nicht mehr stimmen. Im letzten Jahr haben wir - dank der unverantwortlichen Getreidepolitik - den Selbstversorgungsgrad auf eine Höhe geschraubt, die auch die anderen Länder, direkt oder indirekt, betrifft. Die anderen werfen uns nur vor, dass wir das Gleiche tun wie viele: Wir lassen immer weniger herein in unser Land.

Zbinden zu Herrn Bundesrat Delamuraz: Wenn Sie mich fragen, ob ich das Ganze für notwendig erachte, weiss ich nicht genau, ob Sie das ironisch meinen. Sie kennen die astronomische Summe der Gesamtverschuldung und wissen auch, dass man seit Jahren Rezepte dagegen zu entwickeln sucht. In verschiedenen internationalen Organisationen besteht Konsens darüber, dass es einen Teilschuldenerlass braucht. Am Pariser Gipfel von 1988 wurde an die Mitglieder die Devise gegeben, einen Schuldenerlass bis zu 30 Prozent zu gewähren. Die UNCTAD und die UNESCO haben ähnliche Devisen herausgegeben. Es ist allgemein klar: Zum einen Teil geht es um einen generellen Schuldenerlass.

Wenn ich hier im Parlament den Antrag gestellt hätte für einen generellen Schuldenerlass, hätten Sie gesagt: Das geht nicht, das muss differenziert gemacht werden. Jetzt haben wir ein Instrument mit Konditionalitäten, um saubere Entschuldungslösungen zu finden. Ich gehe davon aus, dass man auch mit der Direktion für Entwicklungszusammenarbeit und Humanitäre Hilfe zusammenarbeitet. Eine Verdoppelung der für die Entschuldung vorgesehenen Summe scheint mir daher unproblematisch.

Noch folgendes Argument möchte ich erwähnen: Die gesamten Kredite, die die Schweiz im Verlauf der letzten Jahre an die afrikanischen Staaten geleistet hat, belaufen sich auf etwa 4 Milliarden. Was diese Länder zurückbezahlen müssen, ist kein Pappenstiel. Die privaten Banken haben sich weitgehend zurückgezogen aus den Ländern südlich der Sahara. Nur öffentliche Gläubiger und internationale Kreditinstitute geben hier noch Gelder. Direktinvestitionen aus der Schweiz gibt es praktisch nicht mehr. Die Handelsbilanz 1970-88 zeigt, dass sich der Export nach den afrikanischen Staaten verdreifacht hat; der Import dagegen ist im gleichen Zeitraum zurückgegangen. Von daher besteht für die Schweiz eine Verpflichtung, Entschuldungsaktionen in einem grösseren Umfang zu leisten.

Zum Paradoxon, das Herr Bundesrat Delamuraz aufgezeigt hat: Wenn ich im Verwaltungsrat einer Geschäftsbank wäre, würde ich darauf achten, dass symmetrisch entschuldet würde. Aber mein Postulat, dass Sie bei den Banken vorstellig werden, damit diese ebenfalls an dieser Entschuldung partizipieren, wollten Sie nur unverbindlich entgegen nehmen.. Ich weiss nicht, ob Sie in den beiden Jahren seit Einreichung des Postulates mit den Geschäftsbanken gesprochen haben; wahrscheinlich nicht. - Ich bin überzeugt davon, dass diese 200 Millionen Franken für die afrikanischen Länder dringend notwendig sind und auch davon, dass

wir sinnvolle Instrumente haben zur verantwortungsvollen Durchführung von Entschuldungsaktionen. Wir sollten einen Beitrag leisten, hier und jetzt.

Es folgt die Abstimmung über den Antrag Zbinden, für die internationale Entwicklungszusammenarbeit anstatt 840 Millionen 940 Millionen Franken einzusetzen.

Für den Antrag	6
Gegen den Antrag	8
Enthaltungen	1

Abstimmung über den Bundesbeschluss über die Weiterführung der Finanzierung von wirtschafts- und handelspolitischen Massnahmen, einschliesslich Entschuldungsmassnahmen, im Rahmen der internationalen Entwicklungszusammenarbeit (S. 95)

Für den Bundesbeschluss	14
Dagegen	-
Enthaltungen	1

Abstimmung über den Bundesbeschluss betreffend die Vereinbarung über die rechtliche Stellung der Internationalen Finanz-Corporation in der Schweiz (S. 96)

Für den Bundesbeschluss	12
Dagegen	-
Enthaltungen	3

NATIONALRAT
Wirtschaftskommission

Antrag/proposition: 1

90.015 n

Bundesbeschluss
 über die Weiterführung der Finanzierung von wirtschafts- und handelspoli-
 tischen Massnahmen einschliesslich Entschuldungsmassnahmen im Rahmen
 der internationalen Entwicklungszusammenarbeit

Antrag Zbinden Hans
 vom 24. April 1990

Art. 1

1 Für die Weiterführung von wirtschafts- und handelspolitischen Mass-
 nahmen im Rahmen der internationalen Entwicklungszusammenarbeit wird
 ein Rahmenkredit von 940 Mio. Franken bewilligt.

CONSEIL NATIONAL
Commission des affaires économiques

90.015 n

Arrêté fédéral
 concernant la continuation du financement de mesures de politique éco-
 nomique et commerciale, y compris des mesures de désendettement, au ti-
 tre de la coopération internationale au développement

Proposition Zbinden Hans
 du 24 avril 1990

Art. 1

1 Aux fins d'assurer la continuation du financement de mesures de
 politique économique et commerciale au titre de la coopération interna-
 tionale au développement, un crédit de programme de 940 millions de
 francs est ouvert.

PARLAMENTSDIENSTE

Fachdienst II

PRESSEMITTEILUNG

Am 24. und 25. April 1990 tagte die Wirtschaftskommission (WK) unter dem Vorsitz von Nationalrat Oehler (CVP/SG) und in Anwesenheit der Bundesräte Stich und Delamuraz sowie der hohen Beamten aus deren Departementen.

Entschuldungsbeiträge

Die Kommission prüfte die Botschaft des Bundesrates vom 21. Februar 1990 über die Weiterführung der technischen Zusammenarbeit und der Finanzhilfe zugunsten von Entwicklungsländern sowie eine Vereinbarung über die rechtliche Stellung der Internationalen Finanz-Corporation in der Schweiz.

Es handelt sich hier um einen Rahmenkredit von 840 und nicht von 940 Millionen Franken, wie in der Kommission vorgeschlagen worden ist. Im Kredit sind unter anderem sowohl für die Garantien an die ERG als auch für die Entschuldung je 100 Millionen Franken vorgesehen. Dies ist der vierte Kredit dieser Art. Gegenüber dem dritten Kredit, der 1986 eröffnet worden ist, beinhaltet der neue Kredit vor allem eine Erhöhung von mehr als 400 Millionen Franken bezogen auf eine Laufzeit von mindestens vier Jahren, vom 1. Januar 1991 angerechnet, sowie folgende zusätzliche Massnahmen:

- Gewährung von Garantien an die ERG (Exportrisikogarantie nach entwicklungspolitischen Gesichtspunkten)
- Aktionen für die Entschuldung.

Diese und die bisherigen Massnahmen sowie die in den drei anderen Botschaften des Bundesrates über die Exportrisikogarantie vorgeschlagenen Massnahmen, die Schuldenkonsolidierung und die Entwicklungshilfe hängen miteinander zusammen und bilden die Grundlage einer globalen und andauernden Politik, die sich immer mehr zum Ziele setzt, dass die Schweiz im Bereich der Entwicklungshilfe die durchschnittlichen Aufwendungen der OECD-Länder (0,35 % des Bruttosozialproduktes) erreicht.

Die Mitglieder der Kommission stimmen dieser Politik zu und haben mit 14 Stimmen und einer Enthaltung beschlossen, dem Ple-

num die Annahme des Entwurfs des Bundesbeschlusses vorzuschlagen, der die Weiterführung der obgenannten Finanzierung von wirtschafts- und handelspolitischen Massnahmen vorsieht; mit 12 Stimmen und drei Enthaltungen haben sie auch beschlossen, die Annahme des Entwurfs des Bundesbeschlusses betreffend die Vereinbarung über die rechtliche Stellung der Internationalen Finanz-Corporation in der Schweiz vorzuschlagen.

Für mehr Mitbestimmung

Die Kommission hat die Prüfung der parlamentarischen Initiative Zbinden "Schweizerische Aussenwirtschaft. Vermehrte parlamentarische Einbettung, Transparenz und öffentliche Abstützung" fortgesetzt. Sie war einstimmig der Meinung, das Parlament müsse sich vermehrt an der Bestimmung der Europapolitik beteiligen, um für diese eine breitere Basis zu schaffen und bei der Bevölkerung ein besseres Verständnis zu wecken. Trotzdem hat die Kommission beschlossen, der parlamentarischen Initiative nicht Folge zu leisten, da diese nicht als das geeignetste Instrument erscheint.

Währungsunion zwischen BRD und DDR

Diesbezüglich bleiben noch verschiedene Fragen offen; für die Schweiz könnte es negative Folgen haben, was den Anstieg der Zinssätze betrifft, positive jedoch im Hinblick auf unsere Exportwirtschaft.

Doppelbesteuerungsabkommen mit der BRD

Die Kommission prüfte zudem die Botschaft des Bundesrates vom 8. März 1989 über ein Protokoll zur Aenderung des Doppelbesteuerungsabkommens vom 11. August 1971 mit der Bundesrepublik Deutschland. Sie beschloss, dem Plenum die Annahme des entsprechenden Bundesbeschlusses vorzuschlagen, da durch dieses Protokoll die Nachteile, die sich aus der deutschen Körperschaftssteuerreform 1977 für schweizerische Investitionen in der BRD ergeben haben, spürbar gemildert werden. So, indem die

deutsche Kapitalertragssteuer wie auch die schweizerische Verrechnungssteuer beim Direktbesitz (Beteiligung von 20 % und mehr) schrittweise von heute 15 Prozent auf 5 Prozent gesenkt werden und die BRD beim Streubesitz eine zusätzliche Entlastung von 5 Prozent vom Bruttobetrag der Dividenden gewährt.

Schweiz-IWF

Bundesrat Stich informierte die Kommission über den Stand der Explorationsgespräche über einen eventuellen Beitritt der Schweiz zum Internationalen Währungsfonds (IWF) und zur Weltbank. Man hat mit den verschiedenen Mitgliedstaaten des IWF Kontakt aufgenommen, um ihren Standpunkt in bezug auf einen eventuellen Beitritt der Schweiz kennenzulernen. Im Augenblick sind die Umstände für einen Beitritt günstig und das betroffene Departement unternimmt die notwendigen Schritte.

Schweiz-GATT

Bundesrat Delamuraz hat die neue Situation, die sich aufgrund der soeben in Mexiko abgehaltenen GATT-Konferenz ergeben hat, dargelegt. Diese Konferenz brachte vor allem insofern einen Fortschritt in den Verhandlungen, als die schwierigen Probleme, die bis zum Abschluss der Uruguay-Runde noch zu lösen sind, klar definiert worden sind.

EFTA-EG

In Erwartung der bald beginnenden Verhandlungen über den Europäischen Wirtschaftsraum (EWR) zeigt sich die EFTA sehr einig in ihrer Haltung gegenüber einer EG, die vor allem um die Konsolidierung ihrer Identität bemüht ist. Für die Kommissionsmitglieder ist vor allem wichtig, alle Probleme, die sich stellen, klar zu erkennen und eine Informationspolitik zu entwickeln, welche geeignet ist, die öffentliche Meinung besser über die Tragweite und den Ablauf dieser Verhandlungen zu orientieren.

Parlamentsdienste

Bern, den 26. April 1990

LM/ks

SERVICES DU PARLEMENT
Service II de commission

COMMUNIQUE DE PRESSE

La Commission des affaires économiques du Conseil national a siégé les 24 et 25 avril 1990 sous la présidence du Conseiller national Oehler (PDC/SG) et en présence des Conseillers fédéraux Stich et Delamuraz accompagnés de leurs hauts fonctionnaires.

Contributions au désendettement

La Commission a examiné le message du Conseil fédéral du 21 février 1990 concernant la continuation du financement de mesures de politique économique et commerciale, y compris des mesures de désendettement, au titre de la coopération internationale au développement ainsi qu'un accord sur le statut juridique de la Société financière internationale en Suisse (90.015).

Il s'agit d'un crédit de programme de 840 millions de francs et non de 940 millions comme il l'a été proposé au sein de la Commission. Ce crédit se compose notamment de 100 millions au profit des garanties à la GRE et de 100 millions également au profit du désendettement. Ce crédit est le quatrième du genre. Il se caractérise, par rapport au troisième crédit ouvert en 1986, notamment par le fait d'une augmentation de plus de 400 millions pour une période minimale de quatre ans à compter du 1^{er} janvier 1991 et par les mesures additionnelles suivantes:

- octroi de garanties à la GRE (garantie pour les risques à l'exportation liés à des considérations de politique de développement), et par des
- actions de désendettement.

Ces mesures et les autres mesures traditionnelles ainsi que celles proposées dans les trois autres messages du Conseil fédéral relatifs à la garantie contre les risques à l'exportation, la consolidation de dettes et l'aide au développement sont interdépendantes et constituent le fondement d'une politique graduelle, globale et continue tendant à atteindre le montant de la contribution moyenne des pays de l'OCDE (0,35 % du produit national brut) en matière d'aide au développement. Les membres de la Commission adhèrent à cette politique et ont décidé par 14 voix et une abstention de proposer au plénum d'accepter le projet d'arrêté fédéral concernant la continuation du financement de mesures de politique économique et commerciale précité ainsi que le projet d'arrêté fédéral concernant le statut juridique de la Société financière internationale en Suisse par 12 voix et 3 abstentions.

Pour plus de participation

La Commission a poursuivi l'examen de l'initiative parlementaire Zbinden "Politique économique extérieure. Participation du Parlement, transparence et formation de l'opinion publique (89.241). De l'avis unanime de la Commission, le Parlement doit participer davantage à la définition de la politique européenne, de manière à lui donner une assise plus large et à sensibiliser davantage la population à son égard. Toutefois, elle a décidé de ne pas donner suite à l'initiative parlementaire, celle-ci n'apparaissant pas comme l'instrument le plus approprié.

Union monétaire entre la RFA et la RDA

Plusieurs questions restent encore ouvertes à ce sujet et les conséquences pour la Suisse pourraient être négatives sur l'évolution à la hausse des taux d'intérêts, mais positives, en revanche, sur notre économie d'exportation.

Convention de double imposition avec la RFA

La Commission a examiné le message du Conseil fédéral du 8 novembre 1989 concernant un protocole modifiant la convention du 11 août 1971 de double imposition avec la RFA (89.070). Elle a décidé de proposer au plénum d'adopter l'arrêté fédéral y relatif, vu que ce protocole atténue sensiblement les désavantages, pour les investissements suisses en RFA, découlant de la réforme allemande de l'impôt sur les sociétés de 1977. Ainsi, dans les cas de participation directe (participation de 20 % et au dessus), l'impôt allemand sur le revenu des valeurs mobilières ainsi que l'impôt anticipé suisse seront réduits progressivement de 15 % actuellement à 5 % et la RFA accordera pour la possession d'actions isolées un dégrèvement supplémentaire de 5 % du montant brut des dividendes.

Suisse - FMI

M. le Conseiller fédéral Stich informa la Commission sur l'état des pourparlers exploratoires relatifs à une éventuelle adhésion de la Suisse au Fonds monétaire international (FMI) et à la Banque mondiale. Des contacts ont été pris dans les différents pays membres du FMI pour connaître leur point de vue quant à une éventuelle adhésion de la Suisse. Les circonstances actuelles sont favorables à une adhésion et le département concerné entreprend les démarches nécessaires à cette fin.

Suisse - GATT

Le Conseiller fédéral Delamuraz a exposé la situation actuelle suite à la Conférence du GATT qui vient d'avoir lieu au Mexique. Elle a permis de progresser dans les négociations notamment en identifiant clairement les problèmes difficiles qu'il y aura lieu de résoudre d'ici la conclusion prochaine de l'Uruguay Round.

AELE - CE

Dans l'attente de l'ouverture prochaine des négociations sur l'Espace économique européen (EEE), l'AELE fait preuve d'une grande cohésion face à une Communauté économique européenne axée avant tout sur sa préoccupation d'une consolidation interne. Pour les membres de la Commission, il importe d'identifier tous les problèmes qui se posent et d'adopter une stratégie de l'information susceptible de préparer l'opinion publique à une meilleure connaissance de l'enjeu et du déroulement de ces négociations.

Vertraulich

NATIONALRAT
Wirtschaftskommission

3003 Bern, 7. Mai 1990

TEILPROTOKOLL 1

Der Sitzung vom 24. April 1990, 17.00-20.30 h,
in Bern, Parlamentsgebäude, Zimmer 87

TAGESORDNUNG

Orientierung über den Stand der Explorations-
gespräche Schweiz-IWF/Weltbank

Information sur l'état des pourparlers
exploratoires Suisse-FMI/Banque mondiale

TEILNEHMER

Präsident: H. Oehler

Anwesende Mitglieder:

Frau Aubry, HH. Biel, Bühler, Bürgi, Cavadini,
Eggly, Frau Gardiol, HH. Maitre, Matthey,
Reimann Maximilian, Schwab, Frau Uchtenhagen,
Frau Ulrich, HH. Vollmer, Zbinden Hans

Weitere Teilnehmer:

H. Bundesrat Stich, Vorsteher EFD
H. Kaeser, Vizedirektor Eidg. Finanzverwaltung
EFD
H. Ith, Eidg. Finanzverwaltung, EFD
Botschafter Corti

Entschuldigt:

HH. Bremi, Etique, Fischer-Sursee, Gysin,
Mühlemann, Nussbaumer, Spälti

Sekretariat:

H. Magnin

Protokoll:

Fr. Stauffer (d), H. Kuonen (f)

- 1 -

Bundesrat Stich:

Ich möchte Sie bitten, diese Orientierung über die exploratorischen Gespräche vertraulich zu behandeln. Wir sind in einer ziemlich schwierigen Situation, und die Verhandlungen sind noch in vollem Gange.

Aus verschiedenen Gründen möchten wir die Verhandlungen mit dem Währungsfonds vorantreiben: Jedermann weiss, dass 152 Länder dem Währungsfonds angehören. Durch die Oeffnung im Osten sind neue Eintrittsgesuche gestellt worden, z.B. durch die Tschechoslowakei und Bulgarien, so dass in absehbarer Zeit mit Ausnahme der Schweiz alle Länder dem Währungsfonds angehören werden, abgesehen von den Ländern, die ausgeschlossen werden, weil sie ihre Verpflichtungen nicht erfüllen. Es wäre für die Schweiz nicht angenehm, mit diesen Ländern gleichgestellt zu sein.

Die Zeit drängt insofern, als jetzt Länder aus dem Osten dem Währungsfonds beitreten wollen; dies scheint für uns eine Gelegenheit, nicht einfach Mitglied zu werden, sondern eine besondere Stellung zu bekommen. Was wir anstreben, ist eine angemessene Quote; nicht um möglichst viel zahlen zu können, sondern um einen Exekutivdirektor zu bekommen. Das wird nicht einfach sein. Es gibt 22 Exekutivdirektoren; wir müssten einen verdrängen oder einen 23. Sitz schaffen. Um einen 23. Sitz zu schaffen, braucht es eine Statutenänderung, was eine Zustimmung von 85 Prozent aller Stimmen voraussetzt.

Bisher haben wir Gespräche geführt mit neun Ländern der Zehnergruppe. Noch nicht gesprochen haben wir mit Belgien; den belgischen Finanzminister und den Notenbankgouverneur werden wir anfangs Mai in Washington treffen, wo wir auch nochmals mit den USA sprechen werden. - Als erstes haben wir alle diese Länder angefragt, ob sie bereit wären, uns zu empfangen, oder ob sie lieber in Washington mit uns Kontakt aufnehmen wollten. Ein Besuch war ihnen lieber.

Als erstes Land haben wir Kanada ausgewählt, weil Kanada ein nicht europäisches Land ist und auch nicht besondere Interessen zu vertreten hat. Dazu kommt, dass der kanadische Finanzminister jetzt Präsident des Interimskomitees ist. In Kanada haben wir für unsere Belange sehr viel Verständnis gefunden. Die Frage des 23. Sitzes kam hier bereits zur Sprache, weil man weiss, dass die USA schon 22 Sitze zu viel finden. Diesen 23. Sitz streben wir an, um kein Land verdrängen zu müssen. Wenn wir nämlich ein EG-Land verdrängen, z.B. Belgien oder die Niederlande, haben wir keine Chance für eine Zustimmung der EG. Andererseits wäre die Verdrängung einer Gruppe der französischsprachigen afrikanischen Länder denkbar. Eine solche Lösung ist politisch unerwünscht: Die 22 Länder sind ja aufgeteilt in 11 Industrieländer und 11 Entwicklungsländer, und die Entwicklungsländer wären natürlich gegen eine Verschiebung zulasten ihrer eigenen Position. Im Währungsfonds hat die Zehnergruppe heute schon ca. 53% aller Stimmen; 19% aller Stimmen gehören den USA, womit diese praktisch ein Vetorecht haben. Ohne USA können wir unser Ziele sicher nicht verwirklichen.

Auch in Frankreich sind wir auf sehr viel Verständnis gestossen. Hier wie in anderen Ländern lautete die einzige Frage: Warum erst jetzt? Immer wieder mussten wir erklären, dass die Schweiz eine direkte

- 2 -

Demokratie ist mit all ihren Unwägbarkeiten. Wir haben auf den IDA-Kredit hingewiesen und auf die UNO-Abstimmung. - Die meisten Länder haben jeweils gefragt: Wann kommt Ihr? Könnt Ihr bis im Herbst definitiv den Beitritt erklären? Auf meine Erklärung, wie die schweizerische Demokratie funktioniert, habe ich verschiedene Male zur Antwort bekommen: Es wäre wunderschön, wenn unser Parlament auch nur viermal drei Wochen hier wäre. - Frankreich also hat uns ausdrücklich seine Unterstützung versprochen; im Prinzip ist es auch einverstanden mit einem 23.Sitz. Es stellt nur eine Bedingung: Dass wir die französischsprechende afrikanische Gruppe nicht verdrängen.

In Italien hat man uns ebenfalls positiv aufgenommen. Dort wurde die Frage aufgeworfen, ob wir nicht mit Spanien zusammen eine Gruppe bilden könnten. Spanien ist heute in einer Gruppe zusammen mit südamerikanischen Ländern. Höflicherweise haben wir diesen Vorschlag nicht abgelehnt; aber wir haben darauf hingewiesen, dass es wünschenswert ist, wenn Europa durch Spanien eine Verbindung mit Südamerika hat. Für uns selber ist der Grund ein anderer: Spanien kämpft um eine höhere Quote und eine stärkere Position; es könnte zu einem Konkurrenten im Kampf um die Vertretung in der Direktion werden. Daher ist Spanien für uns nicht ein Wunschkandidat.

In der Bundesrepublik Deutschland hat man uns sehr offen die Unterstützung zugesagt. Auch hier war die Frage, mit welchen Ländern die Schweiz eine Gruppe bilden könnte. Wir haben uns dahin ausgesprochen, dass wir im Prinzip an eine Gruppe mit neu eintretenden Ländern aus dem Osten denken. Wir haben nicht gesagt, dass wir jemanden von seiner Gruppe abwerben wollten; ein solches Vorgehen würde die Gegner mobilisieren. Immer wieder haben wir darauf hingewiesen, dass mit der Schaffung eines 23. Sitzes die Schweiz am wenigsten Schwierigkeiten bereiten werde.

Auch in Japan sind wir sehr liebenswürdig empfangen worden - nicht unbedingt asiatisch freundlich. Aber wir haben sehr deutlich gemerkt, dass Japan ganz andere Sorgen hat als den Beitritt der Schweiz zum Währungsfonds. Man hat gespürt, dass der Entscheid der USA sehr wichtig sein wird. Der Sympathie hat man uns versichert; über die Modalitäten konnte man sich natürlich nicht abschliessend äussern.

In den USA haben wir insofern Pech gehabt, als der Finanzminister bei unserer Ankunft im Finanzministerium sehr hohes Fieber hatte. So wurden wir von Mulford, der Nummer 2, empfangen. Im Moment war ich schockiert, obwohl uns versichert wurde, das Fieber des Finanzministers sei nicht eine diplomatische Grippe. - Am Ende der Besprechung bin ich zu dem Schluss gekommen, dass diese Wendung nicht negativ war; denn das Dossier wird durch Mulford bearbeitet. Eine definitive Antwort wurde uns für den Mai, anlässlich des Treffens des Zehnerclubs in Washington, versprochen.

Auch hier haben wir unsere Argumente für die Schaffung eines 23.Sitzes vorgebracht: Wenn wir gegen ein EG-Land antreten würden, hätten wir keine Chance, eine genügende Quote und somit einen Sitz auf Dauer zu bekommen. Auch würde die Schweiz als 23. Land das Machtgefüge nicht stören; im Gegenteil: Bei der Schaffung der europäischen Bank z.B. hat die Schweiz eine vermittelnde Position eingenommen, der sich auch die Amerikaner anschliessen konnten; genau gleich auch im GATT. Ich war

- 3 -

erstaunt, dass Mulford darüber im Bilde war und dies ausdrücklich bestätigt hat. Er hat erklärt, dass die USA sehr daran interessiert seien, die Schweiz im Währungsfonds zu haben.

Warum soll die Schweiz einen Sitz im Exekutivdirektorium bekommen, wenn es im Währungsfonds schon 152 Länder gibt? Dafür gibt es mehrere Gründe: Dass die schweizerische Währung immer noch die viertwichtigste Währung der Welt ist; dass die Schweiz eine ausgesprochene Gläubignation ist und ein grosses Interesse hat, Einfluss zu nehmen auf die Diskussion der Schuldenkrisen; auch stammen 20 % der Mittel der Weltbank aus der Schweiz. Dank dieser starken Position anerkennt man allgemein, dass die Schweiz eine besondere Stellung verdiene, und dass man bei der Quotenzuteilung Rücksicht nehmen könne. - Anfangs Mai also werden wir erfahren, wie die Amerikaner definitiv Stellung nehmen.

Auch in Den Haag hat man einen Beitritt der Schweiz begrüsst. Wie in Italien wurde hier die Frage einer Gruppenbildung mit Spanien aufgeworfen; die anderen EG-Länder dagegen scheinen der Ansicht zu sein, dies sei eher eine Sache der EG.

Noch zu Amerika: Dort mussten wir uns wehren für Europa. Europa hat heute sieben Sitze; sechs davon gehören zur EG. Der siebte Sitz gehört der Gruppe der nordischen Staaten. Schweden, Norwegen, Finnland, Dänemark und Island haben abwechslungsweise einen Sitz in der Direktion, im Turnus von vier Jahren; das bedeutet, dass dieser Sitz zeitweilig ebenfalls von einem EG-Land eingenommen wird, so dass alle sieben europäischen Sitze durch die EG vertreten werden. Wir haben darauf hingewiesen, dass die Schweiz nicht beabsichtigt, der EG beizutreten, und dass Europa heute nicht nur durch die EG repräsentiert werde. Auch ausserhalb der EG müsse eine Ländergruppe bestehen, die Stellung nehmen und z.B. eine Vermittlerrolle spielen könne.

England ist für uns eine wichtige Nation. Premierministerin Thatcher hat gegenüber unserem Aussenminister René Felber den Wunsch geäussert, dass ich anlässlich meines Besuches nicht beim Finanzminister, sondern bei ihr selber vorsprechen solle. Diese Einladung haben wir gerne angenommen, und von Seiten von England haben wir - soweit ich das beurteile - die stärkste Unterstützung bekommen.

Ich habe hier klar gesagt, dass es, falls wir keine genügende Quote bekommen, d.h. nicht mindestens 2 Milliarden Sonderziehungsrechte, fraglich ist, ob ich dem Bundesrat überhaupt einen Antrag für den Beitritt stellen soll. Auch der Bundesrat müsste sich einen Antrag an das Parlament überlegen. Ohne Aussicht auf einen Sitz würden wir zu schlecht behandelt und hätten in einer allfälligen Referendumsabstimmung zu wenig Chancen, uns durchzusetzen. Frau Thatcher hat diese Situation verstanden und uns ihrer Unterstützung für den 23. Sitz versichert. Der Finanzminister dagegen will sich über die Frage des 23. Sitzes noch mit den anderen absprechen.

Zu Schweden: In allen Ländern haben wir den Finanzminister und den Notenbankgouverneur besucht, weil jeweils diese beiden in der Zehnergruppe sitzen. Hier hat der Gouverneur die Frage aufgeworfen, ob man nicht gerade 25 Sitze schaffen könnte. Möglicherweise will ja auch die Sowjetunion beitreten, und so könnte das Gleichgewicht mit den Entwicklungsländern wieder hergestellt werden.

- 4 -

Immer wieder tauchte die Frage auf, mit welchen Ländern die Schweiz eine Gruppe bilden würde. Wir haben diese Frage dahin beantwortet, dass wir es noch nicht wissen können, solange ein Beitritt nicht sicher ist. Zumeist wurde diese Antwort akzeptiert; gelegentlich wurden wir doch nach unseren geheimen Ueberlegungen gefragt. Hier haben wir nicht geantwortet. Unter uns gesagt - wir könnten uns eine Guppe vorstellen, die aus der Schweiz, der Tschechoslowakei und Oesterreich bestünde. Oesterreich müsste weggeworben werden. Schon zu Jahresbeginn wurden wir von österreichischen Journalisten auf einen Zusammenschluss Schweiz-Oesterreich angesprochen; wir haben die Frage offen gelassen. Die Tschechoslowakei ihrerseits wird sehr umworben, von Holland und Belgien z.B., also von der Gruppe, in der Oesterreich selber ist. Sie sehen, wie komplex diese Verhandlungen sind. Bevor wir entschieden haben, können wir nicht mit anderen Ländern über die Zusammensetzung der Gruppe diskutieren; grösste Zurückhaltung ist hier geboten.

Zum weiteren Vorgehen: Anfangs Mai treffen wir uns in den USA mit Belgien, sowie mit dem amerikanischen Finanzminister und mit anderen Ländern, welche nicht zur Zehnergruppe gehören. Nach diesen Verhandlungen müssen wir uns intern über das weitere Vorgehen klar werden.

Falls wir nicht - ganz unerwartet- von Seiten der Amerikaner auf ein klares Nein stossen, werden wir dem Bundesrat den Antrag stellen, ein formelles Beitrittsgesuch einzureichen. Das Gesuch wird dann geprüft und die Quote festgelegt werden müssen. Wenn wir diese Quote kennen, muss der Bundesrat entscheiden, ob er einen Beitritt will oder nicht; je nach dem wird er mit dem Parlament Kontakt aufnehmen, eine Botschaft verfassen usw..

Insgesamt scheint mir das Ergebnis unserer Gespräche befriedigend. Man hat es sehr geschätzt, dass wir die einzelnen Länder besucht haben. Für den Fall, dass wir das Beitrittsgesuch stellen, hat man uns geraten, auch noch mit anderen Ländern zu sprechen, mit Saudiarabien z.B. und mit lateinamerikanischen Staaten. Es gilt, das Gleichgewicht zu bewahren und den Entwicklungsländern nicht das Gefühl zu geben, wir würden uns nur innerhalb der Industrieländer bewegen. Wir brauchen für einen Erfolg 85 Prozent der Stimmen.

Auf der Verhandlungsseite steht uns noch einiges bevor, wenn wir eine gute Lösung finden wollen. Damit wird es nicht getan sein; wir brauchen dann noch die Zustimmung des Parlamentes und allenfalls des Volkes.

Ein letzter, nicht unwichtiger Grund für unsere Bestrebungen zur Stärkung der Situation der Schweiz: Zur Zeit herrscht eine grosse Europaeuphorie. Wie diese Diskussion endet, ist ungewiss. Aber wie auch immer Europa sich gestaltet, ist es für die Schweiz - wenn sie auch in Zukunft eine Rolle als neutrales Land spielen will - wichtig, dass sie internationale Beziehungen über Europa hinaus erhält und verstärkt.

Biel: Jahrelang war ich ein entschiedener Gegner eines Beitritts zum Währungsfonds. Das Weltwährungssystem, das aufgebaut wurde, war aufgrund des White-Plans und nicht aufgrund der Keynes-Ueberlegungen grundsätzlich falsch. Wir Schweizer haben uns sklavisch an die Fehlkonstruktion gehalten, was uns Milliarden gekostet hat. Man hat ein

- 5 -

Inflationssystem geschaffen, und nicht das, was wir heute haben. Erst unter dem Druck der Verhältnisse in der ersten Hälfte der 70er Jahre hat sich das geändert. Heute bin ich überzeugt, dass wir mitmachen müssen; damals, als ein Beitritt leichter gewesen wäre, wäre es verfehlt gewesen.

Das Weltwährungssystem beruhte darauf, dass der Dollar überschüssig war; gleichzeitig funktionierte das System nur solange die USA Zahlungsbilanzdefizite hatten. Das hatten sie - vor der Reagan-Ära - jahrelang nicht. Wenn wir damals schon beigetreten wären, wären wir de iure, nicht nur de facto, verpflichtet gewesen, die Inflation zu importieren. Mit dem Fixkurssystem nach White-Plan, wie er 20 Jahre mehr oder weniger funktionierte, haben auch wir Inflation importiert. Erst als dieses System zusammengebrochen ist, haben wir die währungspolitische Autonomie, die wir brauchen, erhalten.

Wir müssen uns dieser Zusammenhänge bewusst werden. Das sklavisches Festhalten an den Fixkurs hat uns die Rezession von 1975 in einem Ausmass beschert, das wir bei ökonomischem Vorgehen nicht gehabt hätten. Heute müssen wir die Verpflichtungen nicht mehr de iure auf uns nehmen, die wir damals de facto auf uns genommen haben. Es ist richtig, dass der Bundesrat jetzt versucht, hier mitzuwirken. Wir sind ja schon lange Mitglied dieses Systems und haben nicht mehr die Wahl, abseits zu bleiben. Ich wünsche Ihnen, Herr Bundesrat, sehr viel Erfolg.

Bundesrat Stich: Früher hatten wir in der Tat Systemvorbehalte. Die Nationalbank befürchtete, dass wir durch einen Beitritt eine noch stärkere Inflation bekommen könnten. Die Meinungen haben sich geändert. Heute versucht man eine Politik der Stabilität zu führen. 1971, 72 oder 73 habe ich als Präsident Ihrer Kommission ein wunderschönes Geschäft gehabt, das Exportdepot. Man wollte damals den Export bremsen, um nicht den Wechselkurs frei geben zu müssen. Es ist nicht dazu gekommen; unter dem Druck der Verhältnisse hat man die Sache schliesslich doch geändert. Das ist der Grund, warum die Nationalbank heute keine Einwendungen mehr hat. Aber sie möchte natürlich direkt von erster Stelle aus informiert sein.

Ob alles gelingt, ist ungewiss. Es wurden uns auch schon andere Vorschläge gemacht: Wir könnten in der Weltbank einen anderen Direktor haben oder im Währungsfonds einen mit einem anderen Land alternierenden Direktor. Im Moment kämpfen wir aber um einen festen Exekutivdirektor und lehnen andere Vorschläge aus Prinzip ab. Wenn man schon in den Vorgesprächen nachgibt, hat man bis zum Schluss nichts mehr. Ich bin hier auch nicht nachgiebiger als anderswo; Sie kennen mich ja.

Vertraulich

NATIONALRAT
Wirtschaftskommission

3003 Bern, 7. Mai 1990

TEILPROTOKOLL 2

Der Sitzung vom 25. April, 8.00-11.45 h,
in Bern, Parlamentsgebäude, Zimmer 87

TAGESORDNUNG

Orientierung über den Stand der Gatt-
verhandlungen (Uruguay-Runde)

Information sur l'état des négociations au
sein du GATT (Uruguay-Round)

TEILNEHMER

Präsident:

H. Oehler

Anwesende Mitglieder:

Fr. Aubry, HH. Bühler, Bürgi, Cavadini, Eggly,
Fischer-Sursee, Gardiol, Mathey, Mühlemann,
Reimann-Maximilian, Schwab, Fr. Uchtenhagen,
Fr. Ulrich Ursula, HH. Vollmer, Zbinden Hans

Weitere Teilnehmer:

H. Bundesrat Delamuraz, Vorsteher EVD
Botschafter Corti, Stv. Direktor BAWI/EVD
Botschafter de Pury, Delegierter für Handels-
verträge, BAWI/EVD

Entschuldigt:

HH. Biel, Breimi, Etique, Gysin, Maitre,
Nussbaumer, Spälti

Sekretariat:

H. Magnin

Protokoll:

Fr. Stauffer (d), H. Kuonen (f)

Der Präsident eröffnet die Sitzung. Frau Aubry wird zur Sprecherin französischer Sprache gewählt.

Informations sur l'état des négociations au sein du GATT
(Uruguay-Round)

M. Delamuraz, conseiller fédéral:

C'est à Bruxelles, en décembre prochain, dans une conférence marathon des ministres des pays du GATT qu'un terme inexorable sera mis aux discussions de l'Uruguay-Round. En effet, l'histoire du GATT nous démontre que des négociations peuvent intervenir aussi longtemps qu'un round est ouvert, mais sitôt refermé on administre, sans obtenir de nouvelles conquêtes. Certains Etats, notamment les grandes nations, n'ont pas conscience de cette échéance et se comportent comme avant Montréal qui était à mi-parcours.

A l'issue de la rencontre de Puerto Vallarta qui réunissait les pays représentant environ 95% du commerce mondial, j'ai constaté que le volet se rapportant aux règles qui est un parmi les quinze en discussion, auquel la Suisse attache beaucoup d'importance, avait été très négligé, comme si les Grands s'accommodaient parfaitement de ses lacunes. Cette situation leur permet de poursuivre leur commerce bilatéral et d'échapper à la contrainte du multilatéralisme. Les Etats-Unis et la Communauté ne sont pas très pressés de trouver un accord sur les règles. Ce constat m'inquiète, car l'Uruguay-Round ne réussira pas si le GATT ne restaure pas une certaine éthique du commerce mondial.

Les pays en développement sont extrêmement méfiants quant à l'introduction des services, des investissements et de la protection de la propriété intellectuelle dans le cadre des négociations. Actuellement, le GATT ne traite que du commerce mondial des biens industriels, ce qui est totalement insuffisant car maintenant les prestations de services accompagnent souvent ceux-ci. Le GATT doit permettre la libéralisation des services, mieux protéger les investissements et assurer la protection de la propriété intellectuelle qui est capitale pour la Suisse, en particulier pour l'industrie pharmaceutique. Les réticences des pays en développement vis-à-vis de ces ouvertures proviennent certainement de leurs vues à court terme. Or, ce n'est pas avec une telle politique qu'on favorisera un nouvel élan économique dans le monde et des investissements fructueux notamment dans les pays en développement. Si des progrès ont été accomplis sur ce point, ils sont encore peu nombreux.

Dans le secteur des textiles, la Suisse a toujours occupé une position pilote en matière de libéralisation qui nous a conduit à soutenir le démantèlement de l'accord multifibres pour l'été 91, de manière à intégrer progressivement le groupe textile dans l'accord général du GATT. Tous ne partagent pas ce point de vue, notamment les Etats-Unis qui conduisent dans ce secteur également une guerre de sabotage. A ce propos, ils s'entendent malheureusement fort bien avec la Communauté. Dans l'agriculture, pour la première fois dans l'histoire de l'Uruguay-Round, j'ai constaté un apaisement de la situation. Certes, le ton des Néo-Zélandais était encore très dur, en particulier à l'égard de la Suisse, mais les Etats-Unis et la Communauté étaient plus compréhensifs. La pression subsiste, mais elle se manifeste par des moyens plus corrects. Le DFEP étant entré en possession du rapport de la commission Popp sur les paiements directs déterminera une ligne de conduite de la Suisse pour les négociations du GATT dans le volet agricole d'ici au mois de juillet. Nous maintiendrons une politique des prix dans la mesure du possible. Nous introduirons un peu plus de paiements directs qui seront toutefois limités par la politique budgétaire, une tarification délimitée pour les produits qui ne seront pas soumis au contingentement de la production, une amélioration des conditions

économiques cadres par le renforcement de la compétitivité des paysans suisses, une intensification de l'aspect qualitatif de préférence aux facteurs quantitatifs et une recherche accentuée de débouchés. J'ajoute que la restructuration plus ou moins rapide du monde paysan suisse fait partie intégrante de ce programme. Ces tendances qui seront exposées dans le 7e rapport sur l'agriculture doivent être conçues par nous en dehors de la pression du GATT où j'ai clairement indiqué la position suisse. Premièrement, nous entendons conduire la transformation de notre agriculture conformément à nos choix, deuxièmement, en maintenant ses structures et ses spécificités tout en étant capables de les amender. A ce propos, M. Biel a relevé à juste titre, qu'entre le moment où nous avons accédé au GATT et aujourd'hui, nous avons augmenté notre taux d'auto-provisionnement de 10% à 15%, ce qui n'est guère acceptable. Troisièmement, tant que le GATT n'a pas instauré des règles auxquelles nous pouvons adhérer dans le domaine agricole, notre protocole d'accession continue d'être valable. Il a fait l'objet de négociations âpres et ses résultats sont acquis. Nous n'accepterons pas de les abandonner sans contrepartie, car nous ne sommes pas fauteurs de troubles sur le marché international au même titre que les pays agro-producteurs qui subventionnent par dumping leurs exportations.

En conclusion, compte tenu du temps encore à disposition, je ne suis pas convaincu que l'Uruguay-Round se termine par un succès d'ensemble. J'ai perçu trop peu de volonté politique dans la démarche de mes collègues. D'ailleurs, les Grands ne seraient probablement pas mécontents d'un échec partiel, car cela leur permettrait, en toute bonne conscience, de poursuivre dans la voie du bilatéralisme ou de l'autarcie. Or, un pays comme la Suisse, par sa nature et sa dimension, est gravement handicapé dans le commerce mondial sans l'application du multilatéralisme. J'espère que la conférence ministérielle de l'OCDE qui se tiendra à Paris au mois de mai sera l'occasion de faire prendre conscience de ces dangers aux pays industrialisés au moins.

M. Eggly:

Les dynamiques régionales ou continentales ne paralysent-elles pas quelque peu ces négociations universelles et multilatérales? Durant des années la Suisse s'est bien accommodée d'un contexte sans regroupement régionaux, car elle a pu pratiquer un jeu très libéral et multilatéral en espérant que les divers éléments du puzzle allaient s'imbriquer. Puisque tel n'est pas le cas, ne risque-t-on pas d'arriver à une situation où, en dehors de ces regroupements régionaux, il n'y aurait plus beaucoup de possibilités pour des pays isolés?

M. Delamuraz, conseiller fédéral:

La constitution de blocs, notamment la Communauté européenne, agit négativement sur le GATT et le multilatéralisme. La consolidation des regroupements régionaux entraîne une sorte de repli sur eux-mêmes. Les blocs sont des partenaires moins actifs et imaginatifs dans le cadre de l'Uruguay-Round. Le danger d'un échec de ce dernier réside dans le fait que des guerres économiques pourraient se développer entre les blocs. Dans un tel contexte, les dindons de la farce se retrouveraient parmi les petits pays ou de moyenne importance.

Schwab: Letzthin hat in Genf das Symposium verschiedener Bauernverbände aus aller Welt stattgefunden. Dort wurden die Haltung der Freihändlerstaaten in Sachen Agrarpolitik und die Massenproduktion der grossen Industriestaaten im Agrarsektor klar verurteilt. Diese Gemeinsamkeit ist in Genf deutlich zum Ausdruck gekommen. Frage an den Bundesrat: Kann diese klare Haltung, der sich auch Amerikaner anschlossen, noch Einfluss nehmen auf die harte Haltung der Regierungsvertreter dieser Länder in den GATT-Verhandlungen?

Eine Frage im Zusammenhang mit der Obstwirtschaft: Es ist bekannt, dass das Dreiphasensystem unter Druck kommt. Wie sieht es im Moment aus? Können Sie Ihre feste Haltung durchsetzen, oder wird das Dreiphasensystem eine Lockerung erfahren?

M. Matthey:

Etant donné l'évolution des négociations du GATT, ne doit-on pas mettre encore plus l'accent sur les discussions avec la Communauté?

Quels avantages les blocs ont-ils à une confrontation puisqu'ils font chacun partie de l'OCDE et du monde occidental?

Dans le cadre des négociations de l'Uruguay-Round sur le volet agricole, quelles concessions les pays occidentaux et la Suisse accepteraient-ils de faire pour obtenir un assouplissement de la position des pays en développement en matière de protection de la propriété intellectuelle?

Uchtenhagen: Etwas selbstkritisch müssen wir zur Kenntnis nehmen, dass der Freihandel natürlich ganz in unserem Interesse liegt. Es ist keine grosse Tugend, wenn wir für den Freihandel eintreten, sondern die Vertretung des egoistischsten Eigeninteresses. Wenn dagegen die Entwicklungsländer nicht begeistert sind vom Freihandel für Dienstleistungen, kann ich das verstehen. Freihandel ist immer gut, wenn beide Handelspartner schon eine Position haben. Wo diese Position noch nicht vorhanden ist, braucht es einen gewissen Schutz, um diese Position aufzubauen. Im Patentrecht sind wir sehr freihändlerisch; wir haben Patente zu verkaufen. Aber noch vor 60 Jahren haben wir uns sehr stark engagiert im Kampf gegen die Patente der weiter entwickelten Länder. Wir waren daran interessiert, die anderen zu kopieren, um eine eigene Industrie aufzubauen. - Ich finde es richtig, dass wir uns für Freihandel engagieren; aber die Selbstgerechtigkeit der Schweiz schätze ich nicht.

M. Delamuraz, conseiller fédéral:

Je ne place pas beaucoup d'espoir dans l'influence des organisations paysannes sur les gouvernements. Le ministre de l'agriculture des Etats-Unis semble résister fortement à la ligue des intérêts paysans américains. Aux Etats-Unis l'antagonisme entre le gouvernement et les associations paysannes est très vif. S'agissant de la Communauté, les responsables sont de plus en plus éloignés de la réalité du terrain. Par conséquent, les organisations paysannes nationales ou autres ont de plus en plus de difficultés à atteindre les personnes compétentes bien abritées derrière leur bureau à Bruxelles.

Les négociations au sein du GATT et celles entreprises dans l'optique de l'intégration européenne sont indissociables. Ce n'est pas parce que les perspectives de l'Uruguay-Round sont plus sombres que nous devons le délaissier au profit de la concentration de nos efforts uniquement sur l'intégration européenne. Nous devons continuer à occuper le terrain au GATT avec imagination et entrain tout en poursuivant la réalisation de l'Espace économique européen (EEE). Il est vrai que certains domaines des relations entre la CEE et l'AELE devraient être traités par le GATT. Si un échec se confirmait à leur propos, notamment dans l'agriculture, la Communauté s'en occuperait et il est probable qu'elle adopterait une attitude encore plus arrogante que dans le cadre de l'Uruguay-Round.

Logiquement, si le monde était bien organisé, ne serait-ce qu'entre les pays industrialisés, la confrontation entre les blocs ne devrait pas se produire. Le cas échéant, l'OCDE ne manquerait pas de lancer des signaux d'alarme pour l'éviter. Plusieurs années de recherche de discipline seraient probablement nécessaires pour parvenir à une harmonie du commerce mondial. Durant ce laps de temps, la situation serait assez pénible pour un pays comme le nôtre.

Qu'offre-t-on en contrepartie des concessions demandées aux pays en développement? Nous leur ouvrons l'accès à un commerce international serein et réglementé. S'ils refusent de répondre à ces sollicitations, les pays industrialisés seront encore plus motivés pour poursuivre leur développement unilatéral. Les conditions du commerce mondial ne seraient pas améliorées, ce qui interdirait aux plus faibles tout espoir d'émerger. En outre, il y a des concessions sectorielles comme celles pour les produits tropicaux.

Mme Uchtenhagen a parfaitement raison. L'attitude de la Suisse correspond à ses intérêts qui, pour survivre, doit gagner la moitié de son revenu dans les transactions internationales. Dans une telle situation, nous ne pouvons que préconiser le libéralisme et le multilatéralisme. Les Etats-Unis par exemple bénéficient d'un contexte beaucoup plus confortable en raison de leur dimension. Leurs revenus du commerce mondial sont proportionnellement très éloignés de ceux de la Suisse, car ils peuvent se permettre de pratiquer l'autarcie économique. En résumé, la Confédération helvétique cultive une image pure et dure en économie, mais en réalité ses mérites ne sont pas exceptionnels.

La protection des intérêts dans les échanges de services est plus délicate que dans les échanges de biens. On ne peut pas décréter une simple libéralisation des services sans établir un certain nombre de règles qui soulèvent beaucoup de problèmes. Elles doivent être déterminées de manière très précise. C'est la tâche du GATT.

de Pury zur Frage von Herrn Schwab über das Dreiphasensystem: Ein zentraler Gegenstand der Verhandlung sind die Regeln, die bestimmen, unter welchen Bedingungen mengenmässige Importbeschränkungen ergriffen werden dürfen, im Gegensatz zu Zolltarifen. Unsere Position zu diesem Art. 11 des GATT: Wir möchten, dass in allen Bereichen, wo wir mengenmässige Produktionsbeschränkungen haben, mengenmässige Importbeschränkungen möglich sind, und vielleicht noch darüber hinaus in anderen Gebieten. Diese Haltung ist im Moment durch unser Beitrittsprotokoll abgedeckt.

Dieses Beitrittsprotokoll ist aber unter starkem Beschuss. Sollten wir - um den Druck auf das Beitrittsprotokoll etwas zu mindern - in Richtung einer vermehrten Tarifierung gehen, das heisst z.B. anfangen, für gewisse Produkte, die nicht mengenmässigen Produktionsbeschränkungen unterliegen, eine Tarifierung einzuführen, wäre das Dreiphasensystem in Gefahr. Das Dreiphasensystem als solches wird im GATT nicht behandelt, sondern nur die allgemeinen Regeln; wir müssen dann sehen, wie wir mit diesen Regeln fertig werden.

La Communauté se concentre actuellement sur la formation du Marché unique et la création de l'Espace économique européen. Elle ne peut pas tout faire à la fois. C'est la raison pour laquelle elle ne s'engage guère sur le plan mondial. Une sorte de bloc est donc en train de se constituer, ce qui entraîne un effet psychologique négatif, notamment en Asie et en Amérique latine, qui est totalement sous-estimé en Europe. Les Asiatiques ont le sentiment qu'une forteresse est en cours de formation en Europe à leur détriment, malgré toutes les assurances qui leurs ont été données. L'année dernière, une réunion s'est tenue en Australie regroupant les douze principaux pays du Pacifique. C'était en réalité une assemblée de tous les Etats commercialement importants, sauf les Européens. Si l'Uruguay-Round devait partiellement échouer, cette coalition pour le multilatéralisme risque de se transformer en coalition contre l'Europe entraînant une guerre économique qui peut être préjudiciable à tout le monde.

Les négociations sur la propriété intellectuelle et les services ne réussiront pas si une solution adéquate n'est pas trouvée. Jusqu'à présent, le GATT a commis l'erreur d'exempter simplement les pays en développement de tous droits et de toutes obligations. Ils ne peuvent pas par conséquent exiger l'ouverture de nos marchés, notamment aux textiles, aux produits tropicaux, etc. Il faut réparer cette erreur dans les secteurs des services et de la propriété intellectuelle où ils doivent être soumis aux mêmes règles que les pays industrialisés (droits et obligations). Elles doivent être introduites graduellement en fonction du degré de développement.

Vertraulich

NATIONALRAT
Wirtschaftskommission

3003 Bern, 7. Mai 1990

TEILPROTOKOLL 3

der Sitzung vom 25. April 1990, 8.00-11.45 h,
in Bern, Parlamentsgebäude, Zimmer 87

TAGESORDNUNG

Orientierung über das Ergebnis der vertieften
EFTA-EG-Explorationsgespräche: Ausblick

Information sur le résultat des pourparlers
exploratoires approfondis AELE-CE: Perspectives

89.241 Pa.Iv. Zbinden Hans. Schweizerische
Aussenwirtschaftspolitik. Vermehrte parlamen-
tarische Einbettung, Transparenz und
öffentliche Abstützung

89.241 Iv.pa. Zbinden Hans. Politique écono-
mique extérieure. Paricipation du parlement,
transparence et formation de l'opinion
publique

Folgen einer Währungsunion zwischen der BRD
und der DDR auf die schweizerische Wirtschaft,
Währung, Zinsen usw.

Conséquences d'une union monétaire entre le
RFA et le RDA sur l'économie suisse, la
monnaie, les taux d'intérêt, etc.

Verschiedenes

Divers

TEILNEHMER

Präsident: H. Oehler

Anwesende Mitglieder: Fr. Aubry, HH. Bühler,
Bürgi, Cavadini, Eggly, Fischer-Sursee, Frau
Gardiol, HH. Matthey, Mühlemann, Reimann
Maximilian, Schwab, Frau Uchtenhagen, Frau
Ulrich Ursula, HH. Vollmer, Zbinden Hans

Weitere Teilnehmer:

Botschafter Corti, Stv. Direktor BAWI/EVD
Botschafter Kellenberger, Chef des Integrationsbüros EDA/EVD
Botschafter de Pury, Delegierter für Handelsverträge, BAWI/EVD
H. Zwahlen, Mitglied des Direktoriums der schweizerischen Nationalbank

Entschuldigt: HH. Biel, Bremi, Etique, Gysin, Maitre, Nussbaumer, Spälti

Sekretariat: H. Magnin

Protokoll: Fr. Stauffer (d), H. Kuonen (f)

4. Orientierung über das Ergebnis der vertieften EFTA-EG Explorationsgespräche: Ausblick.
Information sur le résultat des pourparlers exploratoires approfondis AELE-CE; Perspectives
-

Kellenberger: Wo stehen wir heute in der Exploration zum EWR-Vertrag? Die Arbeit der letzten Monate war ja geprägt von der formellen Exploration.; diese wurde am 20. März offiziell abgeschlossen. In dieser Phase ging es um drei Punkte:

1. Man hat gemeinsam bestimmt, was man unter dem relevanten Acquis Communautaire zu verstehen hat, d.h. welchen Teil des EG-Rechtes man integrieren will in einen künftigen EWR-Vertrag als gemeinsame Rechtsgrundlage für EG und EFTA-Länder. Diese Aufgabe ist heute weitgehend abgeschlossen. Noch nicht abgeschlossen ist sie in den Bereichen Verkehr, Umweltschutz und Energie. Selbstverständlich sind die Beschlüsse der formellen Exploration keine Präjudizien für die formellen Verhandlungen. Wir haben immer betont, dass die Bestimmung des relevanten Acquis Communautaire auch ein Verhandlungsgegenstand sein muss, und dass es davon abhängt, was für institutionell-rechtliche Lösungen wir finden.

2. Die Problemidentifikation. Hier fuhr man auf zwei Schienen: Die Problemidentifikation wurde in erster Linie EFTA-intern vorangetrieben; aber gewisse Probleme wurden auch bereits in der Kommission besprochen. Es ging um die Ueberlegung, in welchen Bereichen die einzelnen EFTA-Länder nicht bereit sind, das EG-Recht zur gemeinsamen Rechtsgrundlage eines EWR-Vertrages zu machen; grundsätzlich nicht bereit oder im Moment noch nicht bereit. Diese Problemidentifikation ist EFTA-intern sehr weit fortgeschritten; man besitzt schon einen sehr ausführlichen Problemkatalog. Wir wissen genau, wo die einzelnen EFTA-Länder Ausnahmen oder längere Uebergangsfristen anfordern wollen. Auch diese Arbeit bildet kein Präjudiz für die formellen Verhandlungen.

3. Rechtliche und institutionelle Fragen. Im Vordergrund stand hier die konkrete Ausgestaltung gemeinsamer Entscheid-vorbereitungs- und Entscheidmechanismen. Hier bestehen noch viele ungelöste Probleme. Die Exploration hat aber doch gewisse Annäherungen gebracht; ihr Ergebnis ist in einem Papier zusammengefasst, das auf der Ebene der Gruppe Hoher Beamter von EG-Kommission und EFTA-Ländern akzeptiert wurde. Anerkannt wird, dass man gemeinsame Beschlussvorbereitungsverfahren einrichten will mit dem Ziel, im Konsensverfahren zu gemeinsamen Beschlüssen zu gelangen. Das ist ein Punkt der Annäherung. Natürlich handelt es sich hier um politische, nicht schon um rechtliche Sprache. Mit diesem ganzen Verfahren will man vermeiden, dass sich die Parteien gegenseitig vor fait accompli Situationen stellen.

Die rechtliche Ausgestaltung eines solchen Verfahrens wird noch einen harten Verhandlungsgegenstand bilden. Wie versöhnt man das Bekenntnis zu einem gemeinsamen Beschlussvorbereitungs- und Beschlussverfahren auf der einen mit der Forderung nach voller Entscheidungsautonomie der Vertragsparteien auf der anderen Seite? Ein zweites Problem: Die EFTA-Länder suchen echte gemeinsame Organe, wo die EG-Mitgliedstaaten, die EFTA-Länder und die EG-Kommission zusammen in einem Organ die Entscheide gemeinsam vorbereiten. Mit diesem Konzept hat die EG-Kommission Schwierigkeiten; denn sie befürchtet, dass ihre eigene Stellung im EG-internen Gefüge geschwächt würde durch die Tatsache, dass die EG-Mitgliedstaaten in diesen Gruppen direkt präsent sind und direkt intervenieren könnten.

- 2 -

Zu den Verfahren: Formell wurde die Exploration am 20. März abgeschlossen. Am 3. April haben die Minister der EFTA-Länder in einer informellen Sitzung eine Botschaft verabschiedet an die EG-Kommission und an die Mitgliedstaaten. Der Kern dieser - vertraulichen - Botschaft war: Die EFTA-Länder sind bereit zur Verhandlungsaufnahme. Die Botschaft enthält auch die wichtigsten Verhandlungsziele der EFTA-Länder.

Auf EG-Seite sieht die Situation wie folgt aus: Die EG-Kommission hat zur Zeit immer noch kein Verhandlungsmandat. Sie hat selbst noch nicht einmal den Vorschlag für ein solches Mandat, den sie dem Rat unterbreiten muss, verabschiedet. Vorgesehen ist, dass die EG-Kommission diesen Freitag einen Versuch unternimmt, den Vorschlag für ein Verhandlungsmandat zu verabschieden. Auf EG-Seite herrscht Unsicherheit; denn in gewissen Teilen des Europäischen Parlamentes machen sich Widerstände bemerkbar gegen das EWR-Projekt. Das Europäische Parlament befürchtet, dass durch die institutionellen Forderungen der EFTA-Länder seine eigene Stellung geschwächt und dass die Festigung der Gemeinschaft beeinträchtigt werden könnte. Auch wegen der zahlreichen Ausnahmeforderungen der EFTA-Länder sind im EG-Parlament kritische Stimmen laut geworden.

Im EG-Parlament wird die Meinung vertreten, die EG-Kommission müsste das Parlament ausführlicher informieren. Man will eine parlamentarische Debatte durchführen, bevor der EG-Ministerrat das Verhandlungsmandat verabschiedet. Rechtlich besteht überhaupt keine Verpflichtung, das Parlament über dieses Mandat zu konsultieren; der Vertrag muss nachher dem Parlament vorgelegt werden. Für eine Billigung braucht es eine absolute Mehrheit.

Eine Zeit lang glaubten die grossen Optimisten, dass der EG-Ministerrat das Verhandlungsmandat bereits im Mai verabschieden würde; dies wird aber nicht geschehen vor dem 18. Juni. Der mögliche Verhandlungsbeginn fällt somit in die zweite Hälfte Juni (oder anfangs Juli).

In den nächsten Wochen wird man zwischen den EFTA-Ländern und der EG-Kommission - das hat jetzt sehr informell zu geschehen - die Identifizierung des relevanten Acquis Communautaire zu Ende führen. Auch will man EFTA-intern die Problemidentifikation vervollständigen. Schliesslich müssen sehr viele Rechtsfragen vertieft werden.

Hier in der Schweiz müssen wir den Bundesratsantrag vorbereiten für die formellen Verhandlungsrichtlinien. Dies wird eine sehr grosse Aufgabe. Dieser Antrag verlangt von der Verwaltung auch, möglichst synthetisch den verwaltungsinternen Rechtsvergleich auszuwerten. Die Unterlagen dazu füllen praktisch für jedes Departement einen Ordner.

Vor allem bleibt noch folgendes zu tun: Wir haben bereits eine Liste zusammengestellt von allen Begehren für zeitlich nicht befristete Ausnahmen, die aus den verschiedenen Departementen und von den Sozialpartnern gekommen sind. Wir wissen, dass es möglich sein wird, einige zeitlich nicht befristete Ausnahmen auszuhandeln; aber diese Ausnahmen werden beschränkt sein auf Gebiete, wo man fundamentale, sogenannt vitale Interessen geltend machen kann. Verwaltungsintern und in Gesprächen mit den Sozialpartnern müssen wir diese lange Liste von Ausnahmebegehren durchgehen und wirklich Prioritäten setzen.

- 3 -

Mühlemann: Gestern abend hatte die thurgauische Regierung eine Zusammenkunft mit den Parlamentariern zum Thema Europa. Erschütternd ist die Tatsache, dass die kantonale Regierung eines Grenzkantones überhaupt nichts weiss, ebenso wie die Parlamentarier, die nicht der aussenpolitischen oder der wirtschaftspolitischen Kommission angehören. Es ist aussergewöhnlich wichtig, dass Herr Botschafter Kellenberger heute dabei war.

Dieser EWR-Vertrag ist für unser Land eine Chance, in einer schwierigen Lage einen realistischen Weg zu gehen. Dass im Informationsloch, das wir haben, alle möglichen politischen Propheten auftauchen und andere Lösungen vorschlagen, erschwert natürlich die Aufgabe für Herrn Blankart und Herrn Kellenberger. Im dümmsten Moment verfallen wir in drei Lager: die Vollbeitrittsfreunde, die Isolationisten und die Normalen. Ich möchte Herrn Kellenberger ermuntern, noch etwas optimistischer zu sein; denn was er uns liefert, ist nichts Beängstigendes. Wir dürfen Ausnahmekataloge präsentieren. Sicher wurden bisher zu viele Ausnahmebegehren gestellt. Mit Sicherheit müssen Sie die Landwirtschaftspolitik ausklammern können, auch einen Teil der Ausländerpolitik. Tout le reste est négligeable. Wenn Ihnen das gelingt, hat eine Volksabstimmung gute Chancen.

Dieser Vertrag wird ein Wirtschaftsvertrag; er wird uns auch sehr viele Vorteile bringen. Das Volk wird aber überschwemmt und verwirrt durch Fehlinformationen; da werden wir als Parlamentarier sehr viel Arbeit haben. - Wichtig scheint mir, dass alle weiteren Vertragsveränderungen, die politische Implikationen mit sich bringen, auch vor die nationalen Parlamente kommen. Das scheint in den Explorationsgesprächen erreicht worden zu sein.

Eine Rolle spielt auch der Zeitplan. Es ist für unser Land zu hoffen, dass es nicht zu schnell geht. Vielleicht ist es sogar eine Chance, wenn das Klima zwischen Paris und Bonn heute abgekühlt ist, wenn die Währungsunion nicht so schnell zustande kommt, wenn die Ostpolitik Schwierigkeiten bereitet. Frage an Herrn Kellenberger: In welchem Zeitpunkt haben wir frühestens mit einer Volksabstimmung zu rechnen?

Reimann zu Herrn Kellenberger: Wie beurteilen Sie die eben angekündigte Volksinitiative, die das Ziel hat, eine Volksabstimmung über den EG-Beitritt herbeizuführen? Bisher habe ich nie eine Stellungnahme unserer Exekutive dazu gehört.

M. Matthey:

Les différentes tendances et l'agitation qui se manifestent actuellement en Suisse à propos de l'intégration européenne portent-elles préjudice au climat des négociations qui vont s'ouvrir?

Les réticences manifestées par le Parlement européen à l'égard de l'ouverture des négociations sur l'EEE s'adressent-elles à l'encontre de la Commission ou aux principes même de l'engagement des discussions et de l'ouverture vers l'AELE?

Je ne suis pas un partisan de l'initiative lancée en faveur de l'adhésion à la Communauté, mais il est faux de prétendre que l'EEE serait un contrat commercial. Certes, la partie des négociations le concernant réservée à l'économie sera plus importante que celle consacrée à la politique, mais il est indispensable de présenter correctement la situation au peuple suisse en lui indiquant notamment que l'EEE entraînerait aussi une réduction de nos possibilités en matière institutionnelle.

M. Cavadini:

Lors d'une enquête effectuée par la "Revue suisse" on a constaté que seul 17% des jeunes interpellés déclaraient qu'ils étaient intéressés par les problèmes de la politique extérieure. De plus, s'agissant de la position de la Suisse vis-à-vis de la Communauté, on relevait que les jeunes manquaient d'informations. Une petite partie (31%) se déclarait favorable à une adhésion à la CEE, alors que 39% étaient contre et le reste sans opinion. Cette enquête confirmait une autre qui avait été effectuée sur une base plus large. Etant donné, les délais très courts entre la fin des négociations et la présentation de l'affaire à la votation populaire, l'information est un élément primordial. Certes, actuellement les préoccupations sont axées sur le contenu des négociations en cours à l'étranger, mais y a-t-il un projet de préparation de l'opinion publique suisse en relation avec ces dernières? Evidemment, cette tâche devra être assumée par les parlementaires et les partis, mais également par le Conseil fédéral. Une stratégie devrait être développée de manière à permettre l'approche des problèmes de l'intégration européenne par l'intermédiaire d'exemples concrets d'éventuelles répercussions sur nos activités et notre avenir.

D'ici 1993, l'accord sur l'EEE représente une possibilité que nous devons essayer de saisir. Son contenu sera essentiellement économique, comme le Marché unique qui est le but de la Communauté. Bien entendu, les conséquences politiques ne seront pas négligeables, surtout dans un système tel que le nôtre. Outre les questions purement économiques qui seront négociées avec la Communauté, quels seront les dossiers importants? Les problèmes des transports, de la reconnaissance des diplômes, etc. vont-ils être abordés?

Vollmer: Offenbar strebt das EG-Parlament eine Mitwirkung an über das Verhandlungsmandat auf Seiten der EG. Was halten unserere BAWI-Vertreter davon? Es ist hübsch, dass die oft als undemokratisch verschrieene EG sich hier in dieser entscheidenden Phase parlamentarisch mehr Partizipation sichern kann, oder zu sichern versucht, als wir. Diese Phase der Entscheidung über das Verhandlungsmandat ist entscheidend für die ganze Ausgestaltung. Dem schweizerischen Plebiszit, das wir am Schlusse noch durchführen werden, messe ich nicht diese grosse demokratische Funktion zu.

Gerne würde ich noch mehr vernehmen über die inhaltlichen Ergebnisse dieser formellen Exploration. Sie sind zwar kein Präjudiz für die eigentlichen Verhandlungen; sicher sind aber wesentliche faktische Vorentscheidungen bereits gefallen. Sozusagen in Kongruenz zum EG-Parlament wäre es auch für uns wichtig, die Ergebnisse nicht erst dann zu vernehmen, wenn nichts mehr daran zu ändern ist.

Uchtenhagen: Ich teile die Meinung von Herrn Mühlemann zu diesem EWR-Vertrag; dieser ist natürlich nicht nur ein wirtschaftlicher Vertrag, sondern hätte auch Folgen für unserer politischen Institutionen. Es wäre an der Zeit, diese politischen Institutionen einmal auszuleuchten und sich klar zu werden, was sie wirklich noch beeinhalten. Es gibt hier eine Mystik, die kaum mehr zu durchdringen ist. In wichtigen Dingen haben wir nichts zu sagen, und bei anderen Dingen ist unsere Demokratie sehr ausgebaut. Wenn unserer schönen Institutionen - die Neutralität und die direkte Demokratie - eines Tages Geld kosten, werden die Schweizer sicher rasch über die Bücher gehen.

Wir müssen uns sehr bemühen, möglichst wenige Ausnahmen zu fordern. Die EG ist nicht bereit zu vielen Ausnahmen. Neben den Bauern und den Gastarbeitern wird noch der Umweltschutz einen Ausnahmebereich bilden müssen. Frage an Herrn Kellenberger: Zeichnet sich nicht eine gegenseitige Anerkennung von bestehenden Rechten ab? Statt mühsamer Prozesse des decision shaping-decision making könnte man einen solchen Weg gehen. Ist das möglich?

Schwab zu Herrn Kellenberger: Am 17. Januar 1989 hat die Rede von Delors über die neue Strategie multilateraler Verhandlungen Aufsehen erregt. Der gleiche Delors hat diese Aussage letzten Herbst sehr relativiert, indem er das Mitspracherecht der EFTA-Länder in sehr enge Schranken gewiesen hat. Wie ist der Stand der Dinge heute?

Die Landwirtschaft soll unter die Ausnahmen fallen; meines Wissens sollen aber die Verarbeitungsprodukte nicht davon erfasst werden. Weiss man da schon Konkretes? - Wenn die Verarbeitungsprodukte nicht unter die Ausnahmen fallen, wären unsere nachgelagerten Betriebe einer ungeheuren Konkurrenz ausgeliefert, und die Sache sähe auch für uns nicht mehr so gut aus.

Präsident: Ich möchte Sie daran erinnern, dass auch der Bundesrat über diese Politik mitbestimmt, und dass Botschafter Kellenberger der Chef des Integrationsbüros ist. Wir werden seine Ausführungen nicht gegen ihn verwenden, weil er in Abwesenheit von Bundesrat Delamuraz spricht.

Kellenberger zu Herrn Mühlemann: Es ist wohl realistisch, anzunehmen, dass die Verhandlungen im ersten Semester 1991 abgeschlossen werden

können. Im gleichen Semester müsste die Botschaft an das Parlament gemacht werden, und die Volksabstimmung könnte im Laufe des Jahres 1992 stattfinden. Das Ziel bleibt das Inkrafttreten des EWR-Vertrages am 1. Januar 1993.

Sie gehen davon aus, dass alle EWR-Entscheide mit gesetzesähnlichem Charakter dem nationalen Parlament zur Billigung unterbreitet werden, und dass sich dadurch das Problem des Referendums und auch der Kompetenzdelegation entschärft. Das ist die Position der EFTA-Länder. Es ist noch keineswegs sicher, dass die EG-Kommission das gleich sehen wird.

Zu Herrn Reimann: Man kann zu dieser Initiative zwei Standpunkte einnehmen. Einerseits kann diese Initiative unsere Position in den Verhandlungen schwächen, vor allem bei den Ausnahmebegehren. Wenn wir natürlich Begehren nach zeitlich unbegrenzten Ausnahmen haben, und gleichzeitig gibt es im Lande eine starke Bewegung für den EG-Beitritt, kann die Gegenpartei annehmen, wir hätten keine wirklichen Probleme mit den Ausnahmen. - Als Staatsbürger dagegen möchte ich sagen, dass ich es positiv finde, wie in unserem Lande eine offene Diskussion über die Zukunft der Schweiz in Europa zustande kommt. Ob das Ausland von dieser Initiative spreche? Wir haben bisher nicht den Eindruck. Seit aber die Initiative wirklich bekannt ist, haben wir keine Sitzung des high level steering group mehr gehabt. Das wäre somit noch abzuwarten.

Zu Herrn Mathey: (franz.)

Les réticences qui se manifestent au sein du Parlement européen sont limitées. Elles émanent surtout du groupe des parlementaires qui s'occupe des relations économiques extérieures. Les motifs sont toujours difficiles à déterminer, mais on peut estimer que certains membres admettent difficilement le niveau des exigences fixées par les pays de l'AELE sur le plan institutionnel, ainsi que les nombreuses demandes d'exceptions. Cependant, l'élément le plus important à prendre en considération provient probablement de la situation actuelle du Parlement européen dans l'ordre institutionnel interne. En effet, dans le cadre de la Communauté, on est peut-être au seuil d'un grand débat sur la réforme des institutions. Ce contexte ouvre la perspective pour le Parlement d'accroître son rôle dans l'ordre juridique communautaire. Par conséquent, les gens sont particulièrement sensibles à toutes les obligations qui pourraient venir de l'extérieur. D'autre part certains membres du Parlement européen ont eu le sentiment d'être insuffisamment informés sur le déroulement de la phase des discussions exploratoires entre la Commission et les pays de l'AELE. A ce propos, je pense que les parlementaires suisses ont été beaucoup mieux renseignés au cours de ces derniers mois.

L'accord envisagé est évidemment essentiellement économique, mais son poids politique est indéniable notamment à propos des politiques d'accompagnement (l'environnement, la politique sociale, le droit des sociétés, la protection des consommateurs, l'éducation, la technologie, etc.). Un des grands défis est par exemple de concilier la moins grande remise en question des quatre libertés fondamentales avec le maintien du niveau de protection de l'environnement. De plus, la Commission a affirmé qu'elle est intéressée par l'établissement d'un dialogue politique avec les pays de l'AELE dans le cadre d'un futur traité sur l'EEE.

Bien que nous ayons accompli de grands efforts dans la politique d'information, nous avons conscience de leur insuffisance. Le Conseil fédéral a donc décidé de créer deux postes au Bureau de l'Intégration réservés à l'information (un pour la langue française, l'autre pour la langue allemande). En Suisse alémanique, le travail commencera déjà à la mi-mai. Cela nous permettra de mettre sur pied une campagne d'information plus systématique, notamment sur le rôle et la position de la Suisse dans le mouvement d'intégration européenne. Cette façon de pratiquer devrait introduire avec plus de précision le profil du traité sur l'EEE. Nous espérons également pouvoir remettre plus régulièrement que par le passé des notes synthétiques sur les différents problèmes soulevés. De plus, ces deux nouvelles unités de personnel offriront des disponibilités supplémentaires pour participer de manière accrue à diverses réunions concernant l'avenir européen.

Zu Herrn Schwab: Was die EG nicht verlangt, ist eine gemeinsame EWR-Landwirtschaftspolitik. Wir müssen hier nicht einmal eine Ausnahme verlangen. Das heisst nicht, dass es nicht zu Landwirtschaftsverhandlungen kommt. Die EG-Kommission hat uns gesagt, dass sie in einem EWR-Vertrag gewisse punktuelle Liberalisierungsverhandlungen führen will, um den Marktzugang für gewisse landwirtschaftliche Produkte zu erleichtern. Natürlich werden wir versuchen, das im Rahmen des GATT zu erledigen. Der Hauptpunkt werden Mittelmeerprodukte sein.

Zu den verarbeiteten Landwirtschaftsprodukten: Es gibt kein Begehren zur Aufhebung des Systems Protokoll 2. Zur Zeit wird die Ausweitung des Deckungsbereichs der Liste der verarbeiteten Landwirtschaftsprodukte, die dem Protokoll 2 unterstellt sind, geprüft. Auch überlegt man sich, dass man, auch bei den Landwirtschaftsprodukten, das System der Abschöpfung und Exportrestititionen ändern könnte. Der Vorschlag der EG ist, dass man nicht mehr die Differenz zwischen Importpreis und Weltmarktpreis abschöpft, und die Differenz zwischen Exportpreis und Weltmarktpreis restituiert, sondern dass man nur noch die Differenz abschöpft zwischen Import- und Ausfuhrland, zwischen EFTA-Preisen und EG-Preisen. Das ist ein Diskussionsgegenstand.

Zu Frau Uchtenhagen: Die gegenseitige Anerkennung gleichwertigen Rechtes haben wir während der Explorationsphase mit grosser Energie verfolgt. Aber hier laufen wir fast auf Fels auf. Die EG-Kommission vertritt ganz hart den Standpunkt, dass dort, wo EG-intern das Recht harmonisiert worden ist, auch gegenüber den EFTA-Ländern die Harmonisierung verlangt wird. Von den anderen EFTA-Ländern haben wir keine Unterstützung bekommen. Die Idee haben wir nicht aufgegeben; aber wir sind sehr isoliert damit.

Zu Herrn Vollmer: Ueber die Substanz der Position der EFTA-Länder in den einzelnen Fragen haben wir früher schon recht ausführlich informiert. Sie möchten wohl die Liste der Ausnahmebegehren sehen; diese ist ziemlich lang und müsste noch erläutert werden. Sicher ist, dass Prioritäten gesetzt werden müssen. Die grossen Prioritäten wurden genannt: Freizügigkeit der Personen und die Landwirtschaft. Die Liste umfasst momentan auch die Lex Furgler, die Beibehaltung der höheren Umweltschutznormen, Teile des Gesellschaftsrechtes und gewisse permanente Vorbehalte bei der Sozialpolitik.

Präsident: Wir müssen hier schliessen und zu Traktandum 5, der Initiative Zbinden kommen. Diese Initiative wurde der Wirtschaftskommission zugeteilt, und wir haben letztes Mal ausführlich darüber gesprochen. Heute müssen wir entscheiden, ob wir der Initiative Folge geben wollen oder nicht. In den Unterlagen finden sie eine Zusammenstellung der wichtigsten (nicht aller) gesetzlichen Grundlagen.

5. Pa.Iv. Zbinden Hans. Schweizerische Aussenwirtschaftspolitik. Vermehrte parlamentarische Einbettung, Transparenz und öffentliche Abstützung

Iv.pa. Zbinden Hans. Politique économique extérieure. Participation du parlement, transparence et formation de l'opinion publique

Zbinden: Traktandum 4 war ein idealer Einstieg zu meinem Thema. Es wurde darauf hingewiesen, dass in der Öffentlichkeit eine Konfusion herrscht; neben der Gruppe für den EG-Beitritt und den Isolationisten scheint sich jetzt auch eine Gruppe für den EWR-Beitritt gegründet zu haben. Weshalb ist es zu dieser Malaise gekommen?

Bis jetzt wurden die Aussenwirtschaftspolitik und die Aussenpolitik von Bundesrat und Verwaltung im Elfenbeinturm betrieben. Praktisch nie kam es zu einem öffentlichen Dialog im Parlament - das Parlament ist ja eine Art Schaufenster für die Öffentlichkeit. So ist es verständlich, dass der Souverän praktisch keine Erfahrung hat in aussenpolitischen und aussenwirtschaftlichen Fragen und jetzt überfordert ist. Lange Zeit hat der Bundesrat an einer Option festgehalten und damit ein Vakuum geschaffen; von einem Tag auf den anderen musste er diese Vorgehensstrategie fallen lassen. Es ist nicht verwunderlich, wenn nun einzelne Verlage die Initiative an sich reißen. Es wäre ja möglich gewesen - ich sage das nur als Glasperlenspiel - dass der Bundesrat mehrere Optionen zur Verfügung gestellt hätte, z.B. die Varianten EWR-Beitritt, direkter EG-Beitritt und EWR-Beitritt als Zwischenstation zum EG-Beitritt. Dann hätte das Volk die Möglichkeit gehabt, in einer logischen Abfolge kleinere Schritte in einer Richtung zu machen.

Meine Initiative möchte genau diese organisatorischen und strukturellen Mängel beheben. Sie zielt darauf ab, dass das Parlament im aussenpolitischen Bereich mitgestaltend dabei sein kann. Anstatt nur alle ein oder zwei Jahre einen Aussenwirtschaftsbericht abzusegnen, könnten wir gleichzeitig vom Bundesrat ein Aktionsprogramm für die nächsten zwei Jahre verlangen; so könnte das Parlament mitbestimmen, wo die Prioritäten zu setzen sind. Zweitens sollte die aussenpolitische oder die wirtschaftspolitische Kommission - das lasse ich offen - das Recht haben, bei wichtigen Verhandlungen Antrag zu stellen und in die Verhandlungsvorbereitungen einbezogen zu werden. Wie wir sehen, wirft das Europaparlament zur Zeit genau die gleiche Problematik auf: auch sie möchten mit einbezogen werden.

Als letzte Variante habe ich die Idee gebracht, dass ab und zu Parlamentarier/innen als Beobachter bei diesen Verhandlungen dabei sein könnten. Auf diese Variante habe ich verzichtet. Das Europaparlament hat jetzt genau das gefordert. Ich sehe bei einer solchen Einrichtung einen Konflikt mit der Gewaltenteilung.

Letztes Mal herrschte ein kritischer Tenor; es wurde gesagt, die Bundesverfassung würde den aussenwirtschaftlichen und den aussenpolitischen Bereich dem Bundesrat übertragen. In der Verfassung von 1848 war dies sinnvoll: Der Aussenhandel war räumlich sehr beschränkt. Auch die Aussenpolitik war relativ einfach; nach dem Wienerkongress hatten wir den Neutralitätsstatus. Seither hat sich vieles geändert; diese Zuweisung an den Bundesrat muss man daher in Frage stellen und unter aktuellen Bedingungen neu formulieren.

Ich bitte Sie, dieser offen formulierten Initiative Folge zu geben. Nachher könnten wir in der Wirtschaftskommission selbständig, d.h. ohne den Bundesrat, einen konkreten Antrag an das Parlament stellen. Sie wissen, dass bei einem allfälligen EWR- oder EG-Beitritt das Parlament im Wirtschaftsbereich an Einfluss verlieren wird. Das Cheque and Balance-System, das wir aufgebaut haben, stimmt nicht mehr; wir müssen es austarieren. Das Parlament muss in diesen Bereichen verstärkt werden, um gegenüber dem Bundesrat als Partner auftreten zu können.

Präsident: Da die eingehende Diskussion zu diese Initiative letztes Mal stattgefunden hat, sollte nicht Frau Aubry, sondern der Sprecher der letzten Sitzung, Herr Matthey, über dieses Geschäft berichten.

M. Eggly:

Nous ne devons pas donner suite à cette initiative. Ce n'est pas par manque de démocratie ou de transparence que fleurissent divers mouvements concernant l'intégration européenne, mais plutôt parce que la population a eu le sentiment que la politique étrangère n'était pas suffisamment orientée et claire. L'information n'a pas été donnée assez rapidement.

L'initiative Zbinden entraînerait un éclatement de la conduite de la politique étrangère, précisément au moment où nous avons besoin d'une unité, d'un certain charisme ou d'un leadership du Conseil fédéral. Le soutien du peuple passe par une meilleure information et une définition précise des objectifs gouvernementaux. Le diagnostic de M. Zbinden étant totalement faux, il faut refuser la voie qu'il nous propose.

Reimann: Es gibt Mitglieder unserer Kommission, die gleichzeitig noch bei der Petitionskommission engagiert sind. Ich bitte Sie, uns die Möglichkeit zu geben, diese Damen und Herren für die Abstimmung zu holen.

Präsident: Wir machen keine Abstimmungspause; das macht man weder im Rat noch in der andern Kommission.

Fischer-Sursee: Wir können uns nicht teilen. Der Termin wurde von Ihnen, Herr Präsident, festgelegt; somit müssen Sie sich nicht wundern, dass wir zwei Kommissionenssitzungen gleichzeitig haben.

Reimann: Ich stelle den Ordnungsantrag, dass wir die Leute in der Petitionskommission per Telefon zur Abstimmung holen können.

Für den Antrag	5
Dagegen	0

Reimann: Gerade an diesem kleinen Händel zeigt sich unsere Problematik: Wir sind ein Milizparlament, und wir sind nicht in der Lage, die von Herrn Zbinden skizzierten Aufgaben zusätzlich erfüllen zu können. Welcher Parlamentarier hat schon auf die gestrige Sitzung hin die ganze Dokumentation lesen und verarbeiten können? Herr Zbinden schiesst ein wenig über das Ziel hinaus. Wir diskutieren über die Parlamentsreform, über Arbeitserleichterung und über die Wahl einzelner Parlamentarier, Berufsparlamentarier zu werden. - Wenn die Parlamentsreform durchgeführt ist, können wir auf diese Initiative zurückkommen. Die Idee ist gut; aber die Realisierung ist in der jetzigen Phase unmöglich.

M. Cavadini:

Certains problèmes soulevés par M. Zbinden ont déjà été résolus. Au cours de ces dernières années, le Conseil fédéral a clairement montré sa volonté de nous associer de manière accrue à sa politique extérieure, notamment en nous informant de façon tout à fait adéquate. On ne peut donc pas suivre l'initiative Zbinden à ce propos.

Comme l'a affirmé M. Eggly, nous avons besoin d'une politique claire dans nos relations extérieures. Mais surtout, la Suisse doit prendre des décisions plus rapides, car sa lenteur est un handicap indiscutable vis-à-vis d'autres Etats. Le Conseil fédéral doit donc disposer d'une ligne de conduite précise afin que la Confédération helvétique puisse accélérer son processus de décision. Dans le cas contraire, nous serions toujours en retard par rapport à la réalité. L'acceptation de cette initiative accroîtrait encore la lenteur dans ce domaine.

Mühlemann: In der Bundesverfassung steht klar, dass der Bundesrat für die Aussenpolitik verantwortlich ist. Es steht aber ebenso klar, dass das Parlament verantwortlich ist für die Neutralitätspolitik. Den ewigen Streit darüber, wer eigentlich die Aussenpolitik führt, sollten wir einmal entscheiden. Die Zeit ist reif dafür, weil es ausgeschlossen ist, dass der Bundesrat diese Aussenpolitik allein tragen kann.

Ihr Vorstoss, Herr Zbindeen, ist mir sympatisch; weniger sympatisch sind mir Ihre wirtschaftsfeindlichen Auesserungen beim Kommentar. Sie machen diesen Antrag etwas suspekter. - Ziehen Sie doch den Antrag zurück, und wir versuchen eine Verfassungsänderung. In der Verfassung müssen wir einmal Klarheit schaffen darüber, dass das Parlament in die Aussenpolitik einbezogen werden muss. Die Zeit ist reif dafür. Wenn alle Parteien zusammenstehen, wenn zwei Kommissionen das unterstützen, hätten wir eine grössere Chance.

Zbinden zu Herrn Reimann: Es handelt sich hier nicht um einen einzelnen Vorstoss; ich habe ein ganzes Dispositiv vorbereitet. Gleichzeitig habe ich eine parlamentarische Initiative eingereicht, um die Leute im Parlament zu stärken und einen Vorstoss, dass man innerhalb des Parlamentes eine Europakommission schafft, damit nicht das Integrationsbüro in fünf verschiedenen Kommissionen und in drei Delegationen einen ganzen Tag lang über diese Thematik informieren muss. Der erste Vorstoss, die Verstärkung des Parlamentes, wurde auch von Eurer Seite abgelehnt. Ihr Argument sticht nicht, wenn Sie gleichzeitig die Möglichkeit verwerfen, um diese Voraussetzungen zu schaffen. Auch die Europakommission wurde abgelehnt.

Uchtenhagen: Wir sollten die Zielsetzung dieser Initiative sehen und auch die Tatsache, dass sie sehr flexibel formuliert ist. Wie Herr Mühlemann klar gesagt hat, ist heute die Regierungspolitik Sache der Regierung und des Parlamentes. Insofern sind wir für die Aussenpolitik mitverantwortlich; wir müssen sie schliesslich auch vor dem Volk vertreten.

Abstimmung über die Initiative Zbinden:

Dafür	5
Dagegen	8
Enthaltungen	1

Der Präsident leitet über zum Traktandum 6, Folgen einer Währungsunion zwischen der BRD und der DDR. Das Thema ist brandaktuell: Bei der Zusammenstellung der Traktandenliste handelte es sich noch um eine blosse Möglichkeit, und heute steht in der NZZ auf Seite 1, dass die Währungsunion auf den 2. Juli 1990 durchgezogen werden soll.

Corti: Das Thema Wirtschafts-, Währungs- und Sozialunion hat sich in einer Art beschleunigt, die niemand vorausgesehen hat, auch nicht in der Bundesregierung. Das Ziel des ganzen Vorhabens ist klar: Es hat einerseits eine eminente politische Bedeutung, indem es als Vorstufe für die politische Einigung Deutschlands gedacht ist. Die wirtschaftliche Zielsetzung andererseits ist das Stoppen des Aussiedlerstroms, der im Januar/Februar etwa 50'000 Personen pro Monat ausmachte.

Die Ausgangslage ist klar: In der BRD herrscht Vollbeschäftigung; das wird wichtig sein im Zusammenhang mit dem Kaufkraftschub, der jetzt auf die deutsche Wirtschaft zukommt. Der Zustand der DDR dagegen ist wesentlich schlechter als man sich noch vor sechs Monaten vorgestellt hat. Nach den Schätzungen der meisten Wirtschaftsinstitute ist die Produktivität der ostdeutschen Wirtschaft bei rund einem Drittel der westdeutschen Leistung. Die Energieeffizienz in der Industrie ist miserabel, im Umweltbereich gibt es sehr grosse Probleme, die Unternehmen sind stark verschuldet, und der Staatssektor ist nach unseren Begriffen stark überdimensioniert und weist ein sehr hohes laufendes Defizit aus. Dieses Defizit kann natürlich im Zuge der Währungsunion nicht mehr finanziert werden mit einem Rückgriff auf die Notenpresse.

Wie Sie wissen, gab es vor und hinter den Kulissen sehr harte Auseinandersetzungen zwischen der Bundesbank und der Regierung. Der Plan ist noch nicht ganz bereinigt, scheint aber im Wesentlichen festzustehen. Er geht weit über das hinaus, was die Bundesbank vorgeschlagen hat. Es werden drei Umtauschverhältnisse vorgeschlagen: für Löhne, Gehälter und Renten eins zu eins, für Geld und Kredit eins zu zwei mit einer Reserve pro Person von 4000 Mark, und für den Rest, vor allem allfällige Ostmarkguthaben von Ausländern, drei zu eins. - Noch am 10. April hatte sich Herr Pöhl sehr dezidiert gegen das Umtauschverhältnis eins zu eins ausgesprochen.

Die Beurteilung des Vorhabens fällt nicht leicht, weil es fast keine Präjudizien gibt. Eigentlich forciert man jetzt die Umkehr eines historischen Musters: Bisher war es bei Integrationsbestrebungen üblich, dass die Währungsfrage am Schluss des ganzen Prozesses kam. Wir erleben das bei der Europadiskussion, und auch bei der Entstehung der Schweiz war die einheitliche Währung ein Kulminationspunkt, auf den man lange gewartet hat.

Die Risiken sind nicht in ihrem Ausmass, aber ihrer Natur nach, deutlich abschätzbar. Das Hauptrisiko ist eine Inflation. Die Ostmark wird in ihrer Kaufkraft stark aufgewertet; mangels Angebots im Osten wird sie sich in den Westen ergiessen, wo sie angesichts der hohen Kapazitätsauslastung der bundesdeutschen Wirtschaft zu verstärkten inflationären Spannungen führen kann. Die Bundesbank wird natürlich versuchen, diese Tendenz zu korrigieren. Es ist für mich schwer vorstellbar, dass die Bundesbank den Glaubwürdigkeitskredit, den sie seit ihrer Gründung aufgebaut hat, einfach verspielt. Sie wird möglicherweise auf einen restriktiven Kurs schwenken mit den entsprechenden Folgen für die Zinsen; vielleicht gibt es für uns alle noch sehr unangenehme Ueberaschungen.

Klar ist auch, dass der Sanierungsbedarf in der DDR, der ja primär von der Privatwirtschaft finanziert werden müsste, gewaltig ist. Je nach Wirtschaftsinstitut spricht man von zwei- bis dreistelligen DM-Milliardenbeträgen. Wirtschaftspolitisch relevant ist schliesslich auch die Frage, welche Unternehmen in der DDR nach der Währungsreform lebensfähig bleiben werden. Es ist ein offenes Geheimnis, dass bei einer Umstellung eins zu eins bei Löhnen und Gehältern und einer Produktivitätsdifferenz von einem Drittel die Rechnung nicht aufgehen kann. Angesichts der sehr hohen Verschuldung eines Teils dieser

Unternehmen ist damit zu rechnen, dass die Konkurse steigen werden und auch die Zahl der Arbeitslosen.

Im Tagesanzeiger von gestern (24. 4.90) hat der Kommentator bemerkt: "Kohl zeigt sich grosszügig." Es bleibt abzuwarten, wie grosszügig das Ganze wird, wenn es darum geht, dass viele Betriebe in der DDR zu den neuen Währungsrelationen gar nicht lebensfähig sind. Volkseinkommen ist ja die Summe der Wertschöpfung in den einzelnen Unternehmen; diese Wertschöpfung ist der Unterschied zwischen dem Absatz und den Vorleistungen zu Marktpreisen. Die Vorleistungen werden sich stark verteuern, weil die ganze Subventionierung eliminiert werden muss. Auch steht nicht fest, dass diese Produkte in genügender Zahl und genügend rasch bereit gestellt werden können, um die Beschäftigung zu sichern.

Es gibt Beobachter, die befürchten, dass das Ganze zu einer überbewerteten Währung führen wird mit entsprechend ernsten Konsequenzen für die DDR. Um die nötigen Investitionen anzuziehen, und weil so oder so eine massive Kapitalinvestition nötig ist, müsste das Lohnniveau sehr gedrückt bleiben. Bei einer solchen Entwicklung könnte aber das Ziel, den Emigrantenstrom zu stoppen, kaum erreicht werden. Wenn die Differenzen bei den Löhnen zu hoch sind, dürften vor allem jüngere Leute weiterhin abwandern.

Zu den Auswirkungen auf die Schweiz: Es ist nicht unrealistisch, sich auf einen weltweit steigenden Kapitalbedarf einzustellen. Wenn die Sparneigung der Weltwirtschaft nicht zunimmt, muss das zwangsläufig zu höheren Zinsen führen. Wie weit sich diese höheren Zinsen auch auf die Schweiz übertragen werden, hängt vor allem ab vom policy-mix in der Bundesrepublik. Wenn die Bundesbank eine sehr restriktive Politik führt, werden die hohen Fiskaldefizite, die sich ergeben, zu einer Art Reagan-Politik der 80er Jahre führen. In den USA hat diese Kombination von restriktiver Geldpolitik und expansiver Fiskalpolitik zu einem starken Dollar geführt.

In Bezug auf das, was mit der Währung passiert, gibt es zwei Denkschulen: Die einen sagen, die Währung festigt sich eher, andere prophezeien eher eine Schwächung der DM, je nach dem, wie inflationär die Politik ausfällt. Insgesamt glaube ich, dass nach dieser Umstellung, die historisch einen einmaligen Charakter hat, die realwirtschaftlichen Chancen mittel- und längerfristig auch für unsere Wirtschaft überwiegen. Unsere Wirtschaft ist eng verflochten mit jener der Bundesrepublik und wird automatisch teilhaben am Investitions- und Konsumboom, der sich abzeichnet. Die Schlüsselfrage scheint mir aber, welche Kombination von deutscher Fiskal- und Geldpolitik gewählt werden wird. Das ist eine politische Frage, die sich erst im Laufe dieses Jahres entscheiden wird.

M. Zwahlen:

Les craintes inflationnistes concernant l'Allemagne fédérale ne se sont pas matérialisées à la fin du premier trimestre 1990. La RFA connaît un taux d'inflation de 2,6%, en dépit des dégrèvements fiscaux consentis. D'autre part, malgré les projets de l'union monétaire inter-allemande (l'UMA), la pleine utilisation des capacités de production en Allemagne fédérale, conjuguées à une activité économique très vive, fait présager une hausse des taux d'intérêt estimée entre 0,5% et 0,75%. Face à la situation de surchauffe de son économie et aux comportements de ses marchés financiers, la RFA n'hésitera pas à augmenter ses taux d'intérêt.

L'UMA entrera en vigueur le 2 juillet 90. Ses premiers effets économiques commenceront à être ressentis dès l'été. La période entre la fin avril et le début juillet sera délicate. Les considérations politiques et électorales interviendront, car les propositions présentées par le chancelier Kohl doivent encore, en principe, être négociées avec l'Allemagne de l'Est. Quelques modifications sont toujours envisageables. Ce passage sera probablement destabilisant pour le DM, ainsi que pour les monnaies qui lui sont proches. Les premières conséquences sont d'ailleurs visibles puisque le dollar a retrouvé une partie de sa fonction de valeur refuge et les taux obligataires d'Allemagne fédérale sont montés. Toutefois, à ce stade le DM n'est pas particulièrement menacé par les risques de pression inflationniste. Il l'est davantage par une perte de confiance du marché et une instabilité. En effet, les craintes inflationnistes peuvent être contrecarrées, car la restauration de l'économie de la RDA peut passer par l'intermédiaire d'emprunts obligataires ou d'autres formes de financement dont les taux d'intérêt ne seraient pas nécessairement plus élevés que ceux du marché. En définitive, le pivot de la confiance du marché dépendra du type de financement.

Contrairement aux autres pays de l'Est, le nouveau cadre économique de la RDA est connu. Ce sera celui de la RFA. A terme, cela signifie que le niveau de vie et de productivité de l'Allemagne de l'Est rejoindra celui de l'Allemagne fédérale. Le renouveau industriel devra donc progresser rapidement. La seule ombre au tableau reste la détermination du degré de chômage qu'il provoquera en RDA.

On peut s'attendre à ce que l'UMA dépasse sa seule portée économique et monétaire. Elle englobera des considérations politiques et sociales. La proposition de la Bundesbank permettait à la masse monétaire supplémentaire d'augmenter proportionnellement à l'accroissement du potentiel de production de la RDA. La suggestion du chancelier Kohl était certainement fondée sur elle. Elle se référait à l'idée suivante. Si le potentiel de production de la RDA est d'environ 10% de celui de la RFA, la masse monétaire de l'Allemagne réunie peut augmenter de 10%, c'est-à-dire de 125 milliards de DM. Comme le bilan consolidé de la RDA s'établit à 260 milliards d'Ost Mark (OM), le problème revenait à savoir que faire des 135 milliards d'OM restants.

A première vue, les suggestions présentées par le gouvernement Kohl paraissent plus généreuses que la proposition de la Bundesbank. Cependant, ce n'est pas vraiment le cas. Tout d'abord, le plan prévoyait la conversion des traitements à un contre un. Toutefois, les salaires pris en considération seront ceux antérieurs aux versements des indemnités compensatoires destinées à amortir la suppression des subventions et la réforme des prix. Dans la proposition de la Bundesbank, les salaires devaient être majorés de 30% pour tenir compte des adaptations. Sur le plan de l'épargne, on passe à un montant de 4000 OM au

lieu de 2000 au taux de change de un contre un, ce qui représente un léger avantage. Il n'est pas considérable, car il se monte à 20 milliards de plus. Par rapport à la force de l'économie allemande, ce geste reste raisonnable.

Les propositions Kohl vont-elles être retouchées dans le cadre des pourparlers qui auront lieu avec l'Allemagne de l'Est? Il semblerait que tel ne sera pas le cas, bien qu'un marchandage politique est toujours possible. Il reste donc à déterminer comment l'amélioration résultant de ces propositions sera utilisée par les Allemands de l'Est. Vont-ils se précipiter sur les biens de consommation? C'est possible, mais pour l'instant, ils profitent essentiellement des do it yourself pour y acheter du matériel leur permettant de rénover leurs maisons. On peut dire qu'ils font quasiment du pré-investissement. En conclusion, comme les propositions Kohl ne s'éloignent guère de celles de la Bundesbank et si on ajoute les provisions, le taux de conversion devrait se situer entre 1,1 et 1,2.

La réunification allemande aura principalement deux effets pour la Suisse: indirects et directs. La dynamisation du secteur exportateur allemand entraînera le nôtre à destination de la RFA. Le marché de la RDA offrira des débouchés très attrayants pour les entreprises suisses fournissant du matériel pour l'environnement, l'énergie, l'hôtellerie et la restauration. Sur le plan commercial, notre pays dispose d'une bonne position de départ compte tenu de son étroite imbrication avec l'économie ouest-allemande. Toutefois, s'il veut utiliser les potentialités qui lui sont offertes, il devra prendre le train au bon moment. A ce propos, je pense aussi aux échanges de services et de capitaux. Dans ces secteurs, la Suisse fait preuve d'une grande timidité. La dynamique supplémentaire résultant de cette recrudescence d'échanges avec la RFA ou la RDA risque d'attiser le danger de l'inflation en Suisse. Dans une telle situation, un franc fort est indispensable.

Quelles vont être les implications de l'UMA sur la politique monétaire et les taux d'intérêt en Suisse? Après la crête attendue au mois de mai, le cycle inflationniste dans notre pays commencera une lente décélération. Comme celui de la RFA est décalé par rapport au nôtre, la poussée inflationniste en Allemagne fédérale se produira alors que la nôtre régressera, d'autant qu'elle risque d'être entretenue par l'UMA. Cependant, n'oublions pas que sur l'ensemble de l'année le taux d'inflation dans notre pays restera certainement supérieur à celui de la RFA. La prudence reste donc de rigueur. Sur le marché des changes, le franc suisse a cessé d'être la monnaie forcément appelée à la baisse. Le climat à son égard change. Ne perdons pas de vue que les taux allemands à court terme sont encore supérieurs aux nôtres. Ils le seront probablement jusqu'à la fin de l'année. La situation conjoncturelle reste dominée par une vive activité économique et un marché du travail de plus en plus tendu. L'inflation domestique qui en résulte doit continuer à nous préoccuper. Toutes ces raisons montrent que nous disposons de peu de marge pour conduire notre politique monétaire. Elle doit donc demeurer restrictive. Si la RFA était contrainte de relever ses taux directeurs, la Suisse devrait agir de même pour préserver le taux de change. Tout dérapage de ce dernier attiserait inévitablement l'inflation importée. J'ajoute que notre situation n'est guère différente de celle des autres pays membres du SME. Même le dollar et le yen pourrait en ressentir les effets.

Les taux à long terme ont augmenté dans des proportions relativement correctes. On peut probablement y voir le témoignage de la confiance des marchés envers la capacité de la BNS à juguler l'inflation.

Toutefois, je crains que les taux à long terme restent structurellement élevés, non seulement en Suisse, mais également dans le monde. Les besoins importants de capitaux, dans les pays de l'Est, dans les pays en développement ou dans les pays industrialisés dépassent de loin l'épargne mondiale qui continue d'ailleurs à tendre à la baisse.

En conclusion, du point de vue suisse, nous ne pouvons que souhaiter le succès de l'UMA et espérer que sa réalisation n'entrave pas les progrès européen vers l'union économique et monétaire. Si nous examinons les derniers développements en relation avec le SME et l'UEM, ils sont totalement en harmonie avec les conceptions suisses: stabilité des prix, autonomie de la banque centrale, etc. Si le processus européen poursuit son évolution dans ce sens, nous pourrions compter sur une stabilité européenne accrue fondée sur des bases plus solides. L'expérience historique nous montre que notre pays se développe mieux dans un contexte de stabilité que dans un contexte de turbulence. Compte tenu de notre intégration commerciale, économique et monétaire au Marché commun et de la volonté toujours plus affirmée des Douze de se constituer en entité intégrée, la question de l'opportunité et de l'utilité de notre propre autonomie se pose avec encore plus d'acuité aussi bien dans les domaines économique que monétaire et commercial.

Mühlemann: 1. Wird diese Währungsunion nicht ohne den Wirt in Moskau gemacht? Was sagt Moskau zum Druck, der aus Westdeutschland kommt? Nächsten Sonntag muss (oder darf) Herr de Maizière zu Gorbatschow reisen. Wie weit ist eigentlich die Sowjetunion an diesem Spiel beteiligt? Es sind immerhin 23 Divisionen stationiert, die jetzt die Kasernen der nationalen Volksarmee besetzt halten. Alle diese Industrieunternehmen haben ja Absatzmärkte in der Sowjetunion. Das grösste Erntemaschinenkombinat verkauft jedes Jahr 10'000 Erntemaschinen in die Sowjetunion und erhält als Gegenleistung Naturalien, Erdöl usw.. Ist eine derartige wirtschaftliche Transformation überhaupt denkbar ohne Abstimmung mit der UdSSR?

2. Wenn sich dieser Markt öffnet, hat die schweizerische Wirtschaft eine Chance. In unseren Wirtschaftskreisen spürt man aber eine gewisse Zurückhaltung - wahrscheinlich auch aus Angst vor der deutschen Konkurrenz. Wird im Informationsbereich etwas unternommen, durch den Vorort z.B oder das BAWI? Es ist anzunehmen, dass unter allen osteuropäischen Ländern die DDR am schnellsten zu Rahmenbedingungen kommen wird, bei denen man Investitionen auch riskiert.

M. Cavadini:

Le cadre esquissé par M. Zwahlen est assez positif. Le risque d'une évolution négative de notre politique monétaire, notamment des taux d'intérêt, n'est-il pas plus grand en réalité? Les taux d'intérêt en Suisse sont déjà très élevés et un accroissement de ceux-ci pourrait soulever beaucoup de problèmes.

La situation de l'économie est-allemande n'aura-t-elle pas une influence négative importante sur l'économie de la RFA? En effet, la reconversion de l'économie de la RDA demandera probablement de nombreuses années pour atteindre un niveau équivalent. La lutte contre le chômage inévitable ne va-t-elle pas nécessiter plus de forces? Les énormes investissements qui vont être consentis par l'Allemagne fédérale ne resteront pas sans conséquences fiscales pour les contribuables.

Vollmer: Es wurde darauf hingewiesen, dass diese Entwicklung zu einer Dynamisierung unseres Exportsektors beitragen wird. Gibt es bereits Abschätzungen zu binnenpolitischen und regionalpolitischen Auswirkungen in unserem Land? Drängen sich neue Strategien auf im Bereich unserer Ausländerpolitik?

Corti: Das Verbindende in Ihren Fragen ist der Zeitfaktor; es ist klar, dass man nicht jahrzehntelang in Richtung A marschieren und dann über Nacht in Richtung B wechseln kann. Das wurde auch in Gesprächen mit Bundesdeutschen immer wieder betont. Aber diese Welle der Währungsunion überrollt etwas das ganze Geschehen.

Zu Herrn Mühlemann: Ich teile Ihre Bedenken, dass man in dieser Euphorie das Ausmass des Strukturwandels unterschätzt. In der Nachkriegszeit hat sich ja eine völlig unnatürliche Spaltung Europas in zwei Wirtschaftsräume ergeben. Der Osthandelanteil am Sozialprodukt der westeuropäischen Staaten ist viel kleiner, als er vor dem Krieg war. Umgekehrt gehen bei der Tschechei z.B. weit mehr als 2/3 der Exporte in die Sowjetunion. Das können Sie nicht von heute auf morgen umstellen; da liegt noch einiger Sprengstoff vergraben.

Zum Stichwort Sowjetarmee: Aus unseren Kontakten haben wir den Eindruck, dass hier neben dem politisch-militärischen auch ein handfestes ökonomisches Problem besteht. Was machen sie mit den Leuten, wenn sie sie zurückziehen? Ich vermag die Euphorie nicht ganz zu teilen, weil ich glaube, dass der bevorstehende Strukturwandel viel problematischer sein wird als man es jetzt erwartet.

Zur zweiten Frage: Auf verschiedenen Ebenen sind Bestrebungen zur Information angelaufen. Seit vielen Jahren haben wir ein grosses Dossier über die Entschädigungsfrage in Bezug auf die DDR gewälzt. Im Sektor der Multis haben die meisten dieser grossen Unternehmen beschlossen, die DDR-Strategie von der Bundesrepublik aus zu führen. Ich habe nicht den Eindruck, dass es bereits eine Gesamtstrategie gibt. Vor allem im Investitionsgütersektor sind natürlich die Chancen sehr gut; aber es gibt immer noch ungeklärte Fragen, wie z.B. in Bezug auf den Grundstückerwerb oder auf die Rechtsform.

Letzten November war ich am Arabischen Golf. Diese Region wird in der Schweiz völlig unterschätzt. Die Schweizer Wirtschaft ist dort zum Teil nicht stark vertreten, weil sie vollbeschäftigt ist und daher weniger Ressourcen an die Bearbeitung von Märkten verwendet.

Man muss sich die Grössenordnung vor Augen halten. Herr Pöhl sagt immer, vom Sozialprodukt her sei die DDR noch heute ein Entwicklungsland; ökonomisch gesehen entspreche sie ungefähr dem Land Hessen. Das scheint überschaubar; aber die sozialpolitischen Probleme, die damit verknüpft sind, sind grösser als das Land Hessen heute. Man muss auch sehen, dass wir heute weltweit einen Standortwettbewerb haben für Investitionen. Für mich steht noch nicht fest, dass der ganz grosse Boom in der DDR ausbrechen wird; obwohl man wahrscheinlich gut beraten ist, wenn man die Herausforderung an das deutsche Nationalgefühl nicht unterschätzt, die grosse Kräfte frei machen wird.

Zu Herrn Vollmer: Wir haben noch keine Studien gemacht, die sich speziell mit den Auswirkungen befassen. Auch wir haben natürlich das

generelle Bild einer vollbeschäftigten Wirtschaft bei uns. Der Sektor, der primär betroffen werden wird, ist der Exportsektor, vor allem hochwertige Konsum- und Investitionsgüter. Im Dienstleistungssektor scheinen mir die Chancen auch mittelfristig gut.

M. Zwahlen:

Il est évident que l'incertitude moscovite continue à peser sur le déroulement des événements en Europe de l'Est, en particulier en Allemagne. Toutefois, sans cette dernière, elle ne doit pas être surestimée. L'affaiblissement considérable du potentiel de production et la destabilisation en Union soviétique rendraient d'éventuelles représailles plus difficiles. Le système d'échange des pays de l'Est (COMECON), est actuellement très ébranlé. L'URSS qui a des besoins de liquidités et de devises convertibles a déjà fortement diminué ses livraisons de pétrole vers quelques uns de ses satellites pour se réserver la possibilité d'en obtenir. La destabilisation est donc évidente, mais elle n'est pas nécessairement due aux satellites. Ce processus ne peut que s'accélérer. Les répercussions seront très différentes d'un Etat à l'autre en fonction de leur type de production.

En Allemagne de l'Est certains potentiels peuvent être complètement éliminés. Par exemple l'industrie chimique doit être abandonnée, car elle est polluante, l'industrie des câbles et des fils ne vaut pas une restructuration, etc. Une étude m'a montré que 70% du parc industriel est-allemand date de plus de vingt ans. Cet élément démontre l'état de vétusté du système de production de la RDA. Toutefois, cette dernière dispose d'un grand avantage sur les autres pays de l'Est puisqu'elle bénéficiera très rapidement de la structure de l'Allemagne fédérale (protection des investissements, monnaie, régime juridique, etc.). Dans les autres Etats, la période de transition sera certainement longue, complexe et très délicate.

Le risque de poussée inflationniste en Allemagne est évident. La Bundesbank tentera de l'étouffer dans l'oeuf. D'ailleurs, elle a déjà démontré qu'à la moindre attaque sur le DM elle se défend. La politique monétaire allemande est devenue beaucoup plus nationaliste. Ce qui est regrettable actuellement en Allemagne fédérale est la volonté de ne pas vouloir annoncer avant les élections la possibilité d'une hausse des impôts pour la reconstruction et de mettre tout le poids sur la politique monétaire. L'annonce d'un impôt serait beaucoup plus opportune, car elle créerait un équilibre qui calmerait les marchés et offrirait une meilleure stabilité au moins jusqu'en 91.

Dans ce contexte de risque d'élévation des taux d'intérêt, que se passera-t-il en Suisse? Nous n'envisageons pas cette perspective de gaieté de coeur, car nous savons qu'une politique de taux d'intérêt élevés, en particulier à court terme, a des effets dommageables. Nous espérons qu'une diminution du taux d'inflation dans notre pays et qu'une légère augmentation en Allemagne nous permettront de regagner une certaine marge de manoeuvre de façon à conduire notre politique monétaire avec un peu plus de flexibilité.

Les Allemands de l'Ouest étant très conscients des risques d'inflation s'ils couvrent seuls les besoins de production de la RDA, restent totalement ouverts et suscitent même la participation de leurs partenaires européens à la mise en place de moyens de production en Allemagne de l'Est. Ils vont jusqu'à offrir leur financement. Ils ne veulent pas répéter l'erreur commise pour les pays en développement en octroyant des subsides étatiques sur lesquels il n'y a pas de contrôle. Ils ont donc opté pour un financement par le biais de fonds privés.

Präsident: Damit kommen wir zum Traktandum 9. Verschiedenes. Zu 9.1: Herr Zbinden hat jetzt das Pech, dass seine Fraktion nur zu dritt vorhanden ist; sonst könnte er einen Rückkommensantrag auf die Initiative Zbinden stellen, ich müsste den Stichentscheid geben und würde mich zugunsten von Herrn Zbinden entscheiden, und wir würden nochmals entscheiden, nämlich für die Initiative Zbinden. Ich sage das aus folgendem Grunde: Es ist keine Art und Weise, wie man hier arbeitet. Es ist eine Zumutung, eine Verschleuderung von Zeit. Ich bin froh, dass die Bundesräte nicht da sind. Es ist eine Zumutung an Herrn Botschafter Corti. Wir sind jetzt nur noch acht und somit nicht mehr beschlussfähig.

Wir blasen in den Wind, wenn wir lautstark darauf pochen, mehr Mitbestimmungsrechte zu bekommen und Traktandenlisten zusammenstellen, Leute hierher zitieren und dabei einen "fortlaufenden" Erfolg haben. So können wir uns gleich abmelden von der Mitwirkung, aber auch von unserer Glaubwürdigkeit gegenüber der Verwaltung.

Wir alle brüllen in den Saal, das Volk mache nicht mit; ja, hoffentlich macht es nicht mit. Das Volk ist ja nur das Abbild von uns, wir machen ja auch nicht mit. Auf diese Weise arbeite ich nicht mehr mit. Da reut mich die Zeit. Das geht nicht. Da schäme ich mich.

Ich habe noch immer das Trauma, die Wirtschaftspolitik sei etwas wichtiges. Dahinter stehen noch einige Arbeitnehmer und Arbeitgeber, mit wenigen Arbeitslosen; über diese Politik bestimmen wir hier in unserer Kommission, in unserem Rat. Wenn wir auf diese Art politisieren, bezeichne ich uns als Schaumschläger. Ich werde das nicht mehr mitmachen.

Es wurde noch gesagt, die Sitzung sei befohlen worden. Ich habe die Frechheit gehabt, Ihnen ein Jahresprogramm vorzulegen, und Sie haben zugestimmt. Wir haben damals gesagt, man müsse Prioritäten schaffen; und die Wirtschaft ist doch eine Priorität.

Zum Traktandum 9.2: Die nächste Sitzung ist festgelegt auf den 20./21. August, um 17.00 h. Wir werden wieder ein Schwerpunktthema aus der Aktualität schaffen. Heute sind wir gut gelegen.

Traktandum 9.3 wären Aktualitäten, und 9.4 ist Verschiedenes.

Reimann: Ich habe die Fastenpredigt zu Ohren bekommen und sie beherzigt. Ich gehöre hier nicht zu den Tadelnswerten. Trotzdem die Frage: Wie sollen wir das Problem lösen, dass wir in zwei Kommissionen sitzen, aber nicht gleichzeitig an zwei Sitzungen teilnehmen können?

Präsident: Wir müssen Prioritäten setzen. Als ich keine Zeit hatte, ging ich nicht in Kommissionen. Man kann nur unanständigerweise essen und reden; aber auch der Hund kann nicht bellen und beißen. Ich habe noch niemanden getroffen, der hier sein kann und an einem anderen Ort stimmen. Ich habe das während Jahren vorgelebt; darum darf ich es sagen.

Cavadini: Ich schätze es, dass Sie ein Jahresprogramm aufgestellt haben. Die beiden Sitzungen von gestern und heute schienen mir sehr

interessant. Ich wäre froh, wenn wir im August informiert würden über den neuesten Stand der Entwicklung in Deutschland und in der EG.

Fischer-Sursee: Offenbar hat während meiner Abwesenheit eine Kapuzinerpredigt stattgefunden. Das Problem besteht einfach, wenn man, wie wir alle, in mehreren Kommissionen ist. Sicher hat die Kommission dem Datum zugestimmt; aber wir haben uns nicht bemüht, ein Datum zu finden, das allen wirklich passt. Die Daten der Petitionskommission waren damals schon festgelegt.

Vollmer: Es hat keinen Sinn, dass wir uns lange rechtfertigen. Ich möchte dem Präsidenten danken, dass er das einmal deutlich ausgesprochen hat, und ich hoffe, dass er seine Zuversicht nicht aufgibt, aus dieser Wirtschaftskommission eine Kommission zu machen, in der es sich lohnt, mitzuarbeiten.

Schwab: Ich möchte mich diesem Dank anschliessen. Die ständigen Kommissionen wie die Wirtschaftskommission sollten die Priorität haben. Jeder Parlamentarier muss sich selber überlegen, in wie viele nicht ständige Kommissionen er sich einschreiben lassen will. Ich habe festgestellt, dass dauernd darum gekämpft wird, in möglichst vielen Kommissionen mitmachen zu dürfen. In den nicht ständigen Kommissionen kann man sich ersetzen lassen.

Als ich ins Kantonsparlament einzog, war es so, dass alle diejenigen, die in ständigen Kommissionen mitmachten, in keinen nicht ständigen Einsitz nehmen durften. Das hat sich während sechs Jahren gehalten.

Seit wir den neuen Präsidenten haben, wurde die Wirtschaftskommission aufgewertet. Mein Vorgänger, ein bernischer Regierungsrat, hat mir gesagt, dass in der Wirtschaftskommission nicht viel los gewesen sei. Es ist an uns, diese Kommission aufzuwerten, und nicht nur dem Bundesrat und der Verwaltung vorzuwerfen, sie machten die Politik ohne uns.

Präsident: Danke für den Dank. Nur noch ein Rat: Gehet hin und sprecht davon. Es geht mir um die Glaubwürdigkeit unserer Arbeit.

Nach Schluss der Sitzung wird noch mitgeteilt, dass Herr Zbinden einen Minderheitsantrag einreichen wird. (90.015)

Vertraulich

NATIONALRAT
Wirtschaftskommission

3003 Bern, 7. Mai 1990

TEILPROTOKOLL 4

der Sitzung vom 25. April, 8.00 - 11.45 h,
in Bern, Parlamentsgebäude, Zimmer 87

TAGESORDNUNG

89.070 s Doppelbesteuerungsabkommen mit
der BRD

89.070 é Double imposition. Convention
avec la République fédérale
d'Allemagne

TEILNEHMER

Präsident: H. Oehler

Anwesende Mitglieder: Frau Aubry, HH. Bühler,
Bürgi, Cavadini, Eggly, Fischer-Sursee, Frau
Gardiol, HH. Matthey, Mühlemann, Reimann
Maximilian, Schwab, Frau Uchtenhagen, Frau
Ulrich Ursula, HH. Vollmer, Zbinden Hans

Weitere Teilnehmer:

H. Metzger, Direktor Eidg. Steuerverwaltung,
EFD
H. Lüthi, Vizedirektor Eidg. Steuerverwaltung,
EFD
H. Kolb, Eidg. Steuerverwaltung, EFD

Entschuldigt: HH. Biel, Bremi, Etique, Gysin,
Maitre, Nussbaumer, Spälti

Sekretariat: H. Magnin

Protokoll: Fr. Stauffer (d), H. Kuonen (f)

- 1 -

Präsident: Sie haben die Botschaft und den Auszug des Protokolls des Ständerats erhalten. Die Angelegenheit wurde von der kleinen Kammer einstimmig angenommen. Anfangs der 70er Jahre habe ich selber noch den Antrag gestellt, das Doppelbesteuerungsabkommen zu ändern; ich bin damals mit 14 zu 0 Stimmen unterlegen. Heute, 20 Jahre später, kommt es doch dazu.

Freundlicherweise wurde uns der schriftliche Text des Referats von Herrn Metzger zur Verfügung gestellt; er entspricht genau dem mündlichen Vortrag und kann somit in das Protokoll integriert werden (vgl. nächste Seiten.....).

Ergänzung: Wie wir von Botschafter Corti gehört haben, sollen im Verhältnis zur DDR deutsche Unternehmen investieren. Wenn wir in deutsche Unternehmen in der BRD investieren können, bringt das sicher eine gewisse Verbesserung.

Präsident: Auf Seite 4 im letzten Absatz Ziffer 1 steht: "...stimmt im wesentlichen zu." Sie haben eben gesagt "begrüssen". Ist die Stellungnahme somit jetzt verbessert?

Metzger: Das ist nach wie vor gültig. Ich habe Ihnen ausgeführt, dass man hier nicht mit Anstand etwas anderes hätte machen können.

Abstimmung über das Protokoll zur Aenderung des Doppelbesteuerungsabkommens vom 11. August 1971 mit der Bundesrepublik Deutschland:

Das Protokoll wird einstimmig angenommen.

**EIDGENÖSSISCHE
STEUERVERWALTUNG**

DER DIREKTOR

Bern, den 24. April 1990

Referat vor der nationalrätlichen Wirtschaftskommission betr.
Protokoll zur Aenderung des Doppelbesteuerungsabkommens mit der
Bundesrepublik Deutschland vom 11. August 1971

Sehr geehrter Herr Präsident
Sehr geehrte Damen und Herren Nationalräte

Das Ihnen vorliegende Protokoll schliesst einen über zehnjährigen Streit ab, der im Anschluss an die deutsche Körperschaftsteuerreform von 1977 zwischen der Schweiz und der Bundesrepublik Deutschland ausgebrochen war.

Die damalige Steuerreform hatte in zweifacher Hinsicht eine Schlechterstellung ausländischer Investoren in Deutschland gebracht: Zum einen wurde die Steuer auf ausgeschütteten Gewinnen von Kapitalgesellschaften um rund 50 % (von 24,56 % auf 36 %) erhöht. Andererseits wurde nur den in der Bundesrepublik Deutschland ansässigen, nicht aber den ausländischen Anteilseignern die volle Steuergutschrift der auf den ausgeschütteten Gewinnen lastenden Körperschaftsteuer zugestanden. Diese Beschränkung der Steuergutschrift auf deutsche Anteilseigner, verbunden mit der massiven Erhöhung der deutschen Körperschaftsteuer, führte nach schweizerischer Auffassung zu einer Ungleichbehandlung, die die unveränderte Anwendung der bisherigen Abkommensbestimmungen über die Dividenden als unbillig erscheinen liessen.

Die deutsche Seite war in der Folge zwar bereit, den Satz der deutschen Kapitalertragsteuer für Dividendenausschüttungen deutscher Tochtergesellschaften an ihre schweizerischen Muttergesellschaften von bisher 25 % auf 15 % zu senken. Diese Konzession, die Gegenstand des Revisionsprotokolls vom 30. November 1978 ist, wurde von der Schweiz aber von Anfang an nur als Zwischenlösung angesehen. Angestrebt wurde eine umfassende, den gegenseitigen Interessen genügend Rechnung tragende Neuordnung der Dividendenbesteuerung im schweizerisch-deutschen Verhältnis.

Im Anschluss an das Protokoll von 1978 versuchte die Schweiz denn auch in mehreren zähen Verhandlungen, die deutsche Seite zur Gewährung der vollen oder mindestens teilweisen Körperschaftsteuergutschrift über die Grenze bei gleichzeitiger Senkung der Kapitalertragsteuer zu bewegen. Die Bundesrepublik lehnte dieses Ansinnen jedoch stets ab; sie gewährte bisher auch keinem andern Vertragspartner die Steuergutschrift über die Grenze. Im Laufe der Verhandlungen, die zeitweilig durch die deutsche Körperschaftsteuerreform 1986 - 1990 unterbrochen

- 2 -

wurden, zeigten sich die deutschen Unterhändler schliesslich zu einer Absenkung der Kapitalertragsteuer bereit; sie stellten aber die Bedingung, dass die Schweiz gleichzeitig die Verrechnungssteuer in gleicher Höhe reduziere. Da die Bundesrepublik keinem andern Staat günstigere Lösungen zugestand und weitere Konzessionen deutscherseits nicht erwartet werden konnten, stimmte die Schweiz dem deutschen Vorschlag zu, die Quellensteuer auf Dividenden beim Direktbesitz (Beteiligungen juristischer Personen von 20 % und mehr) schrittweise und beidseitig auf 5 % zu senken. Das bedeutet, dass die deutsche Kapitalertragsteuer und die schweizerische Verrechnungssteuer ab 1990 von 15 % auf 10 % und ab 1992 auf 5 % herabgesetzt werden. Beim Streubesitz - dabei handelt es sich um Beteiligungen juristischer Personen von weniger als 20 % und übrige Beteiligungen - war die Bundesrepublik bereit, einseitig eine zusätzliche Entlastung von 5 % vom Bruttobetrag der Dividenden zu gewähren. Für Streubesitzer beträgt die deutsche Quellensteuer daher ab 1990 statt 15 % noch 10 %.

Die Bundesrepublik versuchte, im Rahmen der Abkommensrevision verschiedene eigene Forderungen durchzusetzen. Die Schweiz erklärte indessen lediglich ihre Bereitschaft, in einem späteren Zeitpunkt darüber zu verhandeln. Einzig bei der Besteuerung von Genussscheinsvergütungen - ihr lässt sich ein gewisser sachlicher Zusammenhang mit der Dividendenbesteuerung nicht absprechen - stimmte die Schweiz dem deutschen Revisionswunsch zu. Solche Vergütungen können damit künftig mit einer Quellensteuer von maximal 30 % belegt werden, sofern diese Beträge bei der Gewinnermittlung der ausschüttenden Gesellschaft abzugsfähig sind.

Mit einer Meistbegünstigungsklausel konnte die Schweiz die Bundesrepublik einseitig verpflichten, ihr bei einer künftigen Besserstellung von OECD-Staaten die gleiche Behandlung zuteil werden zu lassen.

Obwohl das Protokoll nicht den ursprünglichen schweizerischen Vorstellungen entspricht, bringt es den schweizerischen Investoren eine deutliche Besserstellung gegenüber dem heutigen Zustand. Die Vereinigung Schweizerischer Unternehmen in Deutschland, die sich seit Jahren nachdrücklich für eine Verbesserung der geltenden Regelung einsetzt, begrüsst denn auch in ihrem neuesten Jahresbericht den Abschluss und das Ergebnis des Abkommens. Finanziell ist die Revision zu verkraften. Ich verweise auf Ziffer 3 der Botschaft.

Der Ständerat hat dem Protokoll in der vergangenen Frühjahrs-session oppositionslos zugestimmt. Ich beantrage Ihrer Kommission, es ebenfalls zu genehmigen.